

La question agraire dans la Révolution Russe: un aller-retour de la communauté matérielle au productivisme

« Si la Russie continue sur le chemin qu'elle a emprunté en 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, pour se soumettre ainsi à toutes les vicissitudes funestes du système capitaliste [...]. Elle en subira, comme les autres nations profanes, les lois inexorables ». Marx, *Lettre à Vera Zasulich*, 1881

« Le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages de *Das Kapital*... non dans le langage de la dialectique, mais dans le langage de l'acier, du ciment et de l'électricité. » Trotsky, *La Révolution trahie*, 1937

Enfouie sous près d'un siècle d'idéologie, la « question russe », autrement dit celle de la signification historique de la défaite de la Révolution russe, est de celles dont on ne vient jamais à bout. Depuis les années 1970, le capitalisme mondial est plongé dans une crise sans fin, mais l'idéologie dominante, en dépit de tous les vents mauvais qu'elle traverse depuis l'effondrement de 2007-2008, continue de proclamer : « Mettez-le vous bien dans le crâne : il n'y a pas d'alternative au capitalisme. » Et pourtant, pour quiconque réfléchit une alternative à ce monde, dont la désintégration est partout visible, et même dans l'insondable amnésie du présent, la question « Qu'est-ce qui a mal tourné en Russie? » reste toujours en suspens.

Le présent article n'a pas pour objectif de reprendre les débats des années 1960 et 1970 au sujet de la « nature de classe de l'Union soviétique », aussi importants que ces débats aient été et, d'une certaine manière, continuent à l'être. Au cours des quatre décennies qui suivirent, c'est tout un cadre de discussion communément partagé à propos de cette question qui s'est perdu dans le monde contemporain façonné par la post-histoire, le post-modernisme, les politiques identitaires, le Forum Social Mondial et les ONG. Ce cadre a été manifestement abandonné parce qu'il ne paraissait plus constituer un guide valable pour comprendre le monde contemporain, en particulier après 1989-1991.

Cet article est tiré d'une série de conférences sur les Révolutions russe, allemande, chinoise et espagnole que j'ai données à l'été 2013 [2]. La relecture de mes interventions m'a conduit à réfléchir à la façon dont le vide politique des 40 dernières années influence notre capacité à relier ces révolutions aux évolutions actuelles. Plus encore, cela m'a poussé à me pencher sur tous les courants alternatifs – l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme, le syndicalisme révolutionnaire, les IWW, le communisme de conseil – qui furent effectivement supplantés par le bolchevisme et le succès de la Troisième Internationale durant toute une période, [que le succès du bolchevisme et de la Troisième Internationale éclipsèrent durant toute une période, qui se termina aux alentours de 1968. En réalité, cet article était initialement conçu comme la première d'une série de trois parties ordonnée comme suit : 1) La période révolutionnaire de 1917-1923, et l'influence internationale de la Révolution russe, incarnée dans les très précoces Partis communistes français, allemand, italien et américain, qui s'est avérée désastreuse 2) Les résurgences infructueuses du « parti d'avant-garde » (trotskysme, maoïsme) dans la période s'étendant de 1968 à 1977 et 3) La recomposition en cours de la classe ouvrière mondiale, et ses formes d'organisation et d'auto-organisation présentes et à venir.

En réfléchissant au demi-oubli historique des « projets pour une société différente » non bolcheviques [au quasi-oubli historique des « projets non bolcheviques pour une société différente »], je me suis heurté à la question (à peine originale) de savoir pourquoi le marxisme révolutionnaire, qui avait (apparemment) été adopté (au moins dans sa variante idéologisée de la Deuxième Internationale) par des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs dans des mouvements de masse dans des pays occidentaux, des années 1880 aux années 1920, s'était réduit, après le

milieu des années 1920, à la perspective de « généraux sans armée », de petites sectes, de petites sectes en tout genre existant aux marges des mouvements de masse des années 1930 et 1960, sans être aucunement hégémoniques à la façon dont avait semblé l'être le marxisme révolutionnaire juste avant et après la Première Guerre Mondiale. Rosa Luxemburg, durant cette première période, avait tenu des discours dans toute l'Allemagne devant de larges foules ; de même, Angelica Balabanova rapporte [3] avoir parlé régulièrement à des assemblées de plus de 5000 personnes dans plusieurs petites villes d'Italie à la même époque.

Une grande partie (au moins) de la réponse à cette énigme est liée à la « question russe ». Pas simplement (au risque de me répéter) au travers des débats qui se sont achevés il y a 40 ans et qui visaient à déterminer si l'Union soviétique était un État capitaliste ou un collectivisme bureaucratique ou encore un État ouvrier dégénéré ; le problème est plus profond. Pratiquement tous les protagonistes de ces débats semblaient assumer implicitement que la Russie en 1917 était quelque chose de proche d'une société européenne pleinement capitaliste, certainement très arriérée, mais finalement inscrite dans un continuum avec le capitalisme[4]. Trotsky – dont l'approche, plus que n'importe quelle autre, a façonné, consciemment ou non, les débats entre les partisans et opposants de l'Union Soviétique (au moins au sein de la plupart des courants révolutionnaires antistaliniens) – ne décrit-il pas cette Russie tsariste, où les usines les plus grandes et les plus modernes du monde s'élevaient au milieu d'une vaste population de petits paysans producteurs ?[5] Les deux dizaines de bolcheviques les plus célèbres en 1917 (quand Staline était totalement inconnu, bien que déjà incontournable dans l'appareil souterrain [6]) ne venaient-elles pas de passer des décennies d'exil en Europe ?

Le timing semblait trop parfait : le marxisme, y compris dans sa forme idéologique, disparut en tant que phénomène de masse dans la plupart des « pays capitalistes avancés » durant la décennie qui suivit 1917, conséquemment à 1) la Révolution Russe, 2) l'émergence de mouvements de masse de travailleurs et encore plus de paysans dans le monde semi-colonial et colonial, de la Chine et du Vietnam jusqu'en Afrique en passant par l'Inde, et, dernier phénomène mais pas des moindres 3) la transition de la domination formelle à la domination réelle du mode de production capitaliste, qui renvoie à ce que certains appellent la décadence du mode de production. Dans ses mémoires, au sujet de l'état d'esprit radical à Greenwich Village avant 1914, Max Eastman écrivait : « Nous vivions dans ces temps innocents d'avant la Guerre Mondiale, le fascisme, le nazisme, le soviétisme, le Führerprinzip, l'État totalitaire. Rien de ce dont nous parlions n'avait encore été essayé. Nous considérions la démocratie politique avec ses droits et ses libertés élémentaires comme de bonnes choses, à jamais acquises. Rivés sur cette base solide, nous proposons de passer à la démocratie industrielle ou « réelle ». »[7] Nous pouvons ajouter à ce tableau que là où se trouvait le marxisme occidental, les temps étaient encore préservés (à quelques exceptions près) d'une insurrection de masse victorieuse faite par]rois millions d'ouvriers russes fortement appuyés par 100 millions de paysans qui, en fait, n'étaient pas – n'en déplaise à la totalité]des marxistes russes, en commençant par Lénine – des petits producteurs capitalistes mais vivaient principalement de l'économie domestique, laquelle était seulement reliée au marché de façon marginale ; des mouvements similaires en Chine, au Vietnam ou en Inde, avec des classes ouvrières encore plus réduites et des paysanneries plus importantes ; ou à notre propre époque, des mouvements de masse dans le monde musulman combattant ostensiblement (et c'est un euphémisme) pour l'avènement d'une République islamique, voire même la restauration du califat.

En résumé, le marxisme d'avant 1920, en tant que mouvement de masse en Occident, s'est brisé sur les hauts fonds de la « question russe » et, au-delà, sur la réalité de ces vastes populations paysannes du monde, dans des pays où le capitalisme était encore plus ténu [moins implanté] qu'il ne l'était en Russie et où, après 1914, peu de développement réel et beaucoup de franche rétrogression eurent lieu.

En regardant en arrière, il semble clair que la transformation de l'œuvre de Karl Marx en une idéologie de modernisation pour des pays en développement ou sous-développés, dans les mains de ses fervents partisans, les mêmes qui l'avaient poussé à s'exclamer « Je ne suis pas marxiste », porte une importante responsabilité dans cet effondrement. (Je devrais préciser que je n'affirme aucunement que les marxistes du courant dominant de la Deuxième Internationale « avaient les mauvaises idées ». Leurs « idées » faisaient partie intégrante de leur fonction consistant à propulser le capital de sa phase de domination formelle à celle de sa domination réelle, point que l'on développera plus loin.)

Nous savons aujourd'hui, plus clairement encore que dans les années 1960 et 1970, que Marx lui-même était déjà très intéressé par le monde non-occidental[8], qu'il précisa que les thèses contenues dans le Capital et la théorie de la Survalueur n'étaient valides que pour l'Europe de l'Ouest et les États-Unis, et que ces autres parties du monde pouvaient tout à fait suivre « d'autres chemins ». L'écroulement du stalinisme, l'émergence post-1978 d'un capitalisme dynamique en Chine, de même que le reflux du « marxisme-léninisme », du maoïsme et des idéologies de développement tiers-mondistes dans une grande partie de l'Asie, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique latine ont révélé tant la grande diversité que l'adaptabilité des formations sociales dans ces endroits du monde que masquait jusque là l'apparente marche vers la « modernisation » menée par le Shah d'Iran, Nasser, Nehru, ou Sékou Touré.

Ce n'est qu'en 2010 que la population rurale dans le monde est passée en dessous des 50% de la population totale. La grande majorité de ceux qui restent dans les campagnes sont les petits paysans, les artisans et les travailleurs ruraux prolétaires. En ne considérant que l'Inde et la Chine, qui toutes deux réunies regroupent près de 40% de la population mondiale, il est clair que la « question agraire », à l'échelle globale, demeure centrale pour toute possibilité de création d'un communisme renouvelé. Cela est d'autant plus urgent à la lumière du million de personnes qui quotidiennement arrive de la campagne pour s'installer dans les villes du monde, car le capitalisme rend impossible leur mode de vie et les conduit vers un avenir incertain dans les bidonvilles de la planète[9]. Il en est de même au regard des 270 millions d'ouvriers migrants en Chine.

Se reconnecter avec les réalités sociale et politique de la population rurale mondiale, à la fois au point de vue historique et pour le présent, dans la perspective de façonner un marxisme viable, non-développementaliste, pour le monde de l'après stalinisme, maoïsme et tiers-mondisme, nous ramène également à une autre dimension de Marx largement oubliée : la critique de la séparation de la ville et de la campagne, comme aliénation fondamentale, la séparation des producteurs de leurs moyens de production aux 16ème et 17ème siècles comme « l'aliénation originale » devant être dépassée dans une future « activité totalisée dans sa production et sa consommation » (Grundrisse)[10], l'appel de Marx pour une « répartition plus uniforme de la population sur la surface de la terre » (Manifeste du Parti Communiste) quand les villes, qui tiennent leur existence de la centralisation du capital, pourront être remplacées et, tout aussi essentielle, la question toujours plus pressante de l'environnement.

Toutes ces questions sont ici examinées au travers d'une enquête sur la question agraire dans la Révolution russe.

I. Karl Marx, Friedrich Engels et la Commune Paysanne Russe : Aux origines d'une idéologie

Dans les années 1870, Karl Marx commença à s'intéresser sérieusement au mouvement révolutionnaire russe, suite au surprenant retentissement initial]de son propre travail [11] dans un pays qu'il considérait jusque-là comme le colossal « gendarme de l'Europe », intérêt qui allait être confirmé au contact des populistes russes, et ce à la fois en raison de leurs impressionnantes actions [12] et par la correspondance qu'ils eurent avec lui, sollicitant ses conseils en matière de stratégie et de tactique.

En peu de temps, Marx mit de côté son travail sur les volumes 2 et 3 du Capital, apprit de lui-même le russe, et consacra une bonne partie de la dernière décennie de sa vie à étudier l'agriculture russe. Il cacha à son collaborateur de longue date, Engels, ce tournant dans son travail. Mis à part son importante correspondance avec les révolutionnaires russes, il n'écrivit jamais de texte d'envergure à propos de ce nouvel intérêt, mais laissa à sa mort deux mètres cubes de notes sur la Russie.

Ce qui se produisit alors fut une étape cruciale dans le processus de transformation de l'oeuvre de Marx en une idéologie, dont l'influence se répandit jusqu'aux années 1970. Quand Engels découvrit ces matériaux après la mort de Marx, il réalisa qu'ils constituaient la raison pour laquelle Marx n'avait pas achevé le Capital, il devint furieux, et voulu apparemment les brûler [13].

Marx, dans ses recherches sur la Russie (mais aussi sur d'autres pays et régions non-occidentaux [14]) avait écarté son affirmation selon laquelle il ne pouvait exister qu'une seule trajectoire de développement du capitalisme mondial, où « l'Angleterre présentait au monde le miroir de son propre avenir », et avait reconnu que la validité de son travail jusque-là était limitée aux conditions de l'Europe de l'Ouest.

Au centre de la « route russe » [15] de Marx se situait la commune paysanne, ou mir (appelé également obschchina). Le mir avait été étudié de près au début des années 1840 par le Baron allemand Haxthausen, dont l'oeuvre en 3 volumes publiée en 1843 déclencha une controverse en Russie concernant sa signification, impliquant chaque courant intellectuel russe, des slavophiles nostalgiques aux occidentalistes, en passant par l'exilé Alexandre Herzen[16]. La commune devint le cœur de l'affirmation des populistes selon laquelle la Russie pouvait, ou devait, sauter « l'étape » capitaliste de développement, un sentiment qui fut renforcé par la préface de Marx à la traduction parue en 1882 du *Manifeste Communiste*[17], sans parler de la description des conditions réelles en Angleterre que ces mêmes populistes découvrirent dans le *Capital*.

A travers sa découverte de cette commune russe toujours actuelle, Marx renouait avec ses écrits de 1840 portant sur la « communauté » (« Gemeinwesen » en allemand)[18]. Il réaffirmait que, selon lui, le communisme consistait avant tout en une « communauté matérielle humaine », et non en une industrialisation à marche forcée ni non plus en des plans quinquennaux productivistes [19].

Ce débat entre les marxistes autodidactes de toutes sortes et les populistes « romantiques » « subjectivistes » à propos de la viabilité du mir se prolongea jusqu'au début des années 1900, et fut fortement faussé par la suppression effectuée par Engels des études russes de Marx [20]. Même quelques-uns des populistes qui avaient reçu les lettres de Marx au sujet des possibilités uniques de la Russie résultant du mir, et qui étaient devenus marxistes eux-mêmes,

participèrent presque à cette suppression [21]. Plus tard, les Socialistes Révolutionnaires (SRs), rivaux des bolcheviks et dont beaucoup de membres se considéraient eux-mêmes comme marxistes, prétendaient être les véritables héritiers de Marx sur la base de ses lettres supprimées portant sur le mir[22].

On ne devrait pas idéaliser le mir ; Chernyshevsky, qui l'avait bien connu près de la ville de province de son enfance, était réticent à considérer le mir comme un prototype de socialisme. Néanmoins, il fut l'un des premiers, dans les années 1850, à défendre que le mir, combiné avec la technologie occidentale après qu'une révolution en Europe ait triomphé, pourrait être la base d'un « développement communiste », tel que Marx et Engels l'affirmèrent par la suite, en 1882.

Comment les paysans russes vivaient-ils l'expérience du mir ? Franco Venturi, auteur de l'étude classique du mouvement populiste russe du 19^e siècle, a écrit sur la façon dont le mir s'inscrivait dans les plans de modernisation de l'État tsariste, avant l'émancipation des serfs de 1861, qui visaient à mettre la Russie sur le chemin du développement capitaliste. Il a ainsi esquissé différents thèmes qui allaient perdurer jusqu'à la destruction du mir par Staline durant ses collectivisations de 1929-1932 :

« L'enquête de 1836 avait montré combien l'esprit d'égalité, latent dans les différentes formes du servage et de la tradition paysanne, avait été en fait compromis par la montée en puissance d'un groupe de riches fermiers qui commença à avoir une influence considérable sur la vie entière de l'obshchina [ou mir -LG]. Ces agriculteurs, par exemple, ont fait pencher la balance de la redistribution périodique en leur faveur et [...] ont placé sous leur contrôle la communauté des paysans plus pauvres. Mais l'enquête avait aussi montré à quel point ces formes traditionnelles étaient profondément implantées. Les inspecteurs assidus étaient souvent choqués par le désordre, la vulgarité et la violence qui prévalaient dans les réunions du mir, et aussi par les nombreuses injustices flagrantes qui s'y manifestaient. Néanmoins, c'était bien au sein de l'obshchina et du mir que les paysans exprimaient ces idées sur la propriété terrienne qui avaient tant impressionné et irrité Kiselev et Périer [23]. C'était au travers de ces organisations, les seules à sa disposition, que la société paysanne se défendait. Les communautés différaient naturellement d'un district à l'autre, reflétant la gamme entière de la vie paysanne. [...] Pourtant, malgré toute cette variété, il y avait un facteur commun ; l'obshchina représentait la tradition et l'idéal des masses paysannes. Comment pouvait-elle alors être brisée ? » [24]

Cette dernière question allait continuer de vexer les planificateurs tsaristes jusqu'en 1917, et d'une manière différente, allait être la barrière contre laquelle différents plans bolcheviques d'industrialisation allaient tout autant se briser dans les années 1920.

D'Engels à Plekhanov, « le père du marxisme russe », de Kautsky à Lénine, la vision linéaire, évolutionniste, « matière-mouvement » du « matérialisme dialectique » se répandit de par le monde en tant qu'orthodoxie de la Deuxième Internationale. Avec la consolidation du stalinisme, elle fut identifiée au « socialisme réellement existant » lui-même. Le « matérialisme dialectique » était en fait une récapitulation vulgaire du matérialisme bourgeois du 18^e siècle, et ce ne fut pas accidentellement qu'il fut promu par des mouvements et régimes qui, comme leur modèle du 18^e siècle, tendaient à parachever la révolution bourgeoise par l'éradication de l'agriculture pré-capitaliste, quels que furent leur idéologie et leurs objectifs déclarés. Des éléments de cette idéologie persistent aujourd'hui dans divers types de productivisme qui confondent les tâches des révolutions bourgeoise et socialiste. [25]

Mais un contexte encore plus vaste a façonné ce développement idéologique postmarxiste : la transition globale entre la domination formelle et la domination réelle du capital. Dans la phase formelle, le capital s’empare de la production pré-capitaliste (par exemple, les guildes, la coopération, la fabrique) sans les modifier matériellement ; dans la phase réelle, le capital réduit tous les aspects de la production, de la reproduction et de la vie en général à sa forme de capitalisme adéquat. Dans l’industrie, les « mouvements de rationalisation » (c’est-à-dire l’innovation à forte intensité de capital) allemand et américain des années 1920 ont constitué la pointe avancée de cette époque de « matérialisation d’une relation sociale[26] » ; dans l’agriculture, cela a pris, en fin de compte, la forme de l’agro-industrie de style californien et des développements comparables chez d’autres grands exportateurs de grains tels que le Canada et l’Australie[27], ainsi que celle de l’agriculteur professionnel formé en agronomie qui a remplacé les paysans classiques de l’Europe de l’Ouest depuis la Seconde Guerre Mondiale. Dans l’arc qui s’étend des États-Unis à la Russie, jusqu’aux plus petites agricultures de la France, de l’Italie et de l’Allemagne, on trouve les vestiges de l’agriculture pré-capitaliste sous une forme presque pure, c’est-à-dire l’agriculture de la domination formelle (symbolisée par le paysan propriétaire terrien individuel qui émergea à partir de la Révolution française) et, plus tard, les partis communistes : Plus forte est l’agriculture pré-capitaliste, plus forts sont les partis de la Troisième Internationale par la suite [28]. La Social-démocratie d’avant 1914 et le communisme post-1917 ont été les formes adéquates de l’organisation de la classe ouvrière pour propulser cette transition, et ont été particulièrement marginales dans des pays comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne, où cette tâche était achevée. Nous pouvons donc être d’accord avec Lars Lih quand il affirme [29] que Lénine était un « social-démocrate erfurtien », dans les conditions extrêmes de l’autocratie tsariste, pourvu que nous admettions que la Social-démocratie erfurtienne en Allemagne [30], comme le Parti du Travail Social Démocratique Russe (PTSDR) des bolcheviques et des mencheviques, était l’expression organisationnelle de cette transition. On pourrait esquisser les deux phases comme ceci :

Domination formelle	Domination réelle
(Accumulation extensive)	(Accumulation intensive)
1. Syndicats combattus	1. Syndicats tolérés, promus
2. parlementarisme	2. Bureaucratie d’État
3. non-militariste	3. Militariste
4. Colonialisme	4. Impérialisme
5. Professions libérales	5. Professions techniques
6. Paysans en ouvriers tertiaire	6. Expansion du secteur
7. État comme consommateur minimal maximal	7. État comme consommateur
8. Capitalisme du laisser-faire	8. Concentration, régulation
9. Rôle secondaire du capital financier financier	9. Hégémonie du capital
10. Ratio d’interrelation financière bas[31] financière élevé	10. Ratio d’interrelation
11. Or, monnaie standard (Ricardo) Schacht)	11. Monnaie FIAT (Keynes,

12. Classe ouvrière comme classe paria travail"[32]

13. Urbanisation

14. Plus-value absolue[33]

15. Accumulation primitive sur les petits producteurs salaires

16. Le travail conserve l'aspect artisanal

17. Grèves ouvrières pour réduire du procès de la durée de la journée de travail

12. "Communauté du

13. Suburbanisation

14. Plus-value relative

15. Accumulation primitive par l'écrasement interne des

16. Rationalisation, taylorisme

17. Intensification technique travail

Les racines de la « social-démocratie erfurtienne », entendue comme projet de pouvoir d'État, se situaient, en dernière analyse, dans l'État absolutiste des 16ème-18ème siècles, qui, à l'ère Tudor en Angleterre (1485-1603) avait initié le processus de nettoyage de la campagne[34], un processus qui allait s'étendre au continent, dans la France des Bourbon et ses taxes sur les paysans, ainsi qu'au sein de l'État prussien, avec les réformes par le haut de Stein-Hardenburg pendant et après les guerres napoléoniennes[35]. Ainsi, la vision du monde évolutionniste « matière-mouvement » développée par Engels, Plekhanov, Kautsky et dont Lénine hérita, en opposition à la découverte par Marx d'une « autre voie » pour la Russie, combinant le mir avec une révolution ouest-européenne, a abouti à une idéologie contemporaine de « modernisation » pour les pays encore en prise avec l'agriculture pré-capitaliste, soutenant une « révolution bourgeoise de substitution » où la classe ouvrière joue un rôle clé, une continuation de la révolution bourgeoise mais sous drapeaux rouges. Cela, pour des raisons évidentes, ne fut guère reconnu ou articulé à l'époque, et exigeait un déploiement historique sur des décennies à travers des variantes américaine, allemande et russe pour devenir enfin visible. Ces résultats ne constituent pas non plus un « telos » de formulations antérieures (lassalienne, sociale-démocrates, ou bolcheviques) sur l'organisation ; le chemin était aussi escarpé qu'étroit, et des défaites majeures de la classe furent nécessaires pour porter à maturité le phénomène. Néanmoins, observé dans une perspective comparative, cette route est bel et bien là, telle qu'elle émergea dans le monde d'avant 1914, quand le capitalisme convertissait les paysans et les fermiers en travailleurs de la production dans le secteur avancé [36], alors qu'après la Première Guerre Mondiale et encore plus après la Deuxième Guerre Mondiale, il recourait de façon croissante à la haute productivité afin de supporter l'augmentation rapide de la population de consommateurs improductifs dans le « secteur des services », avec des travailleurs productifs dont le pourcentage au sein de la force de travail totale n'a cessé de décliner.

Il est à peine surprenant de constater qu'aussi bien l'agriculture que la vaste paysannerie russes (85-90% de la population en 1917) constituent le facteur décisif dans le sort de la révolution, dès lors que la révolution mondiale anticipée qui allait aider la Russie retardataire ne réussit pas à se matérialiser. Les Rouges gagnèrent finalement la guerre civile parce qu'ils bénéficiaient du soutien à contrecœur d'une partie significative de la paysannerie contre les Blancs, parce que ces derniers, étant étroitement liés à l'ancien régime, ne pouvaient se résoudre à accepter une réforme agraire. Staline triompha au cours des débats des années 1920, qui se focalisaient sur la question agraire [37]. La collectivisation stalinienne de 1929-1932 ruina irréversiblement l'agriculture russe, le régime faisant payer à la paysannerie sa vieille réticence, ce qui se traduisit par 10 millions de morts et la destruction de 40% de l'ensemble du stock vivant (chevaux, vaches et cochons) par

les paysans eux-mêmes. Durant les six décennies restantes de l'Union Soviétique, l'agriculture russe, qui avant 1914 était un grand exportateur céréalière mondial, ne s'est jamais complètement rétablie, rendant par ce fait impossible la décisive réduction du prix de l'alimentation proportionnellement à l'ensemble de la consommation de la classe ouvrière, qui avait ouvert la voie aux biens durables de consommation à l'Ouest, si bien que la Russie était elle-même obligée d'importer des céréales au milieu des années 1950.

La plupart des tentatives faites de l'extérieur pour analyser le mode de production de l'Union Soviétique, à l'exception de celle de la gauche communiste italienne (qui comportait d'autres défauts), adoptaient le même biais urbain-industriel que la Deuxième Internationale. Celui-ci était axé sur les relations entre le Parti, l'État et la classe ouvrière, tout en négligeant la paysannerie. Chacune à leur manière, ces tentatives contenaient des éléments des hypothèses linéaires-évolutionnistes qui sous-tendaient la vision du monde d'Engels, Plekhanov et Kautsky, qui put s'imposer après que les études de Marx sur la Russie eurent été supprimées.

II. La question agraire au sein de la Deuxième Internationale et en Russie

L'ouvrage de Karl Kautsky *La question agraire* [38] paru en 1899 établit la position du « marxisme officiel » à ce sujet pour le mouvement socialiste mondial d'avant la Première Guerre Mondiale. La focalisation de toute une sensibilité sur l'industrie explique que le livre ait été largement oublié en une décennie, et ce, en dépit des longs commentaires antérieurs de Marx à propos du monde agricole dans les volumes I et III du *Capital* [39] et dans la *Théorie de la Plus-Value*, particulièrement sur la question de la rente foncière, où celui-ci insistait (à l'encontre de ce qui a été monnaie courante au sein de la gauche jusqu'à nos jours) sur le fait qu'il y avait bien trois classes dans la société : les capitalistes (qui vivent du profit), les prolétaires (qui vivent des salaires) et les propriétaires terriens (qui vivent de la rente foncière). Selon Marx, tel qu'indiqué en introduction, la violente séparation « dans le feu et le sang » de la paysannerie anglaise d'avec ses moyens de production, au travers de l'accumulation primitive, était la séparation originale que le communisme se devait d'abolir, de sorte que la « répartition plus égale de la population sur la surface du globe » (Manifeste communiste) constituerait le dépassement de l'aliénation fondamentale (et aussi largement oubliée) entre la ville et la campagne.

L'ouvrage de Kautsky avait avant tout pour objet de polémiquer (sans mentionner de noms) contre certains membres de l'extrême-droite du SPD, tels que les bavarois David et Vollmar, qui déjà au début des années 1890 (à la suite de la relégation du Parti en 1890) militaient en faveur d'un programme paysan.

Kautsky s'est fait connaître comme le « Torquemada » [40] du SPD, à partir de *La question agraire*, dont le message était que le mouvement ouvrier n'avait rien à dire aux paysans petit-bourgeois, une classe condamnée à disparaître dans la polarisation entre d'un côté une bourgeoisie rurale et de l'autre un prolétariat salarié agricole. Les paysans pouvaient au mieux avoir hâte d'intégrer des coopératives une fois que la classe ouvrière aurait pris le pouvoir. Une part significative de la petite production paysanne était destinée à la consommation domestique, et le secteur représentait une source importante d'accumulation primitive pour l'ensemble du système. Dans ses premières formulations, Kautsky soutenait fortement que dans l'agriculture comme dans l'industrie, le plus gros était le meilleur. Par conséquent, il doutait de la capacité de survie des fermes familiales hautement productives. La tâche des socialistes était de neutraliser la paysannerie comme force sociale, pas de la mobiliser.

Fait intéressant, les factions à l'intérieur du SPD qui se dessinèrent autour de la question d'un programme paysan n'étaient pas alignées selon le spectre classique, de la droite vers la gauche, qui apparut à la fin des années 1890 avec les débats sur le révisionnisme ou plus tard. Les extrêmes-gauchistes Bebel et Wilhelm Liebknecht étaient tous deux aux côtés de Vollmar pour défendre un programme agraire au congrès du parti de 1895, mais le parti se rangea derrière Kautsky. La vieille formulation de Ferdinand Lassalle selon laquelle toutes les classes, sauf celle des travailleurs, forment « une seule même masse réactionnaire » –une vision attaquée par Marx dans la *Critique du programme de Gotha* – constituait un arrière-fond de la discussion.

Sur le long terme, l'idée de Kautsky d'une petite paysannerie inévitablement vouée à disparaître fut réfutée par l'existence de fermes modernes prospères dans des pays tels que l'Autriche ou le Danemark [41]. Cette idée devint encore plus problématique quand Lénine l'appliqua en Russie.

Dans les années 1890, Lénine partageait les positions de Kautsky à propos des paysans (comme sur le reste). Ceci est particulièrement curieux, puisqu'il passa les années 1878-1893 (après l'exécution de son frère aîné pour implication dans un complot visant à assassiner le Tsar), dans plusieurs villes de province où, apparemment, les derniers survivants du groupe populiste et terroriste Zemla i Volya, (à qui Marx avait exprimé de la sympathie pendant leurs années de pointe d'activité, 1878-1881[42]) et les marxistes se sont côtoyés dans des formes proches de la camaraderie. (Il est significatif qu'à cette époque, le terme « Narodnik », qui plus tard allait être employé strictement et péjorativement pour désigner le romantique subjectiviste pro-paysan, idéalisant la commune et minimisant l'avancée du capitalisme en Russie, signifiait à l'origine quiconque s'intéressait aux affaires du peuple ; ce fut seulement après les polémiques de la dernière époque du populisme qu'il recouvrit cette tonalité négative). Lénine, s'opposant même à son mentor Plekhanov, se distingua lui-même pendant la famine de 1891-92 par ses attaques contre les tentatives d'aide humanitaire aux paysans affectés que les cercles progressistes effectuaient. Il réaffirmait ainsi la soi-disant position marxiste selon laquelle la paysannerie était une classe sociale condamnée, dont la disparition ne devait pas être empêchée afin que le capitalisme pût accomplir son œuvre [43].

Ceci est particulièrement parlant, car il n'y a aucun doute sur le fait que Lénine avait lu à fond les auteurs de la tradition populiste russe, revisitant les écrits des années 1850-1860 de Chernyshevsky[44] et Dobrolyubov[45]. Selon différentes personnes qui l'ont connu intimement, Lénine lut plusieurs fois le roman réaliste proto-socialiste de Chernyshevsky *Que faire ?*[46]. Ce lourd, intentionnellement anti-esthétique, roman raconte l'histoire de jeunes gens de la génération des années 1860 qui rompent avec leurs familles bourgeoises pour vivre en communauté, s'assumant eux-mêmes au travers de collectifs artisanaux fouriéristes. Dans l'oppression étouffante de la Russie tsariste, cet ouvrage inspira des dizaines de milliers de lecteurs qui allaient conformer leurs choix de vie à ce modèle. Plus significatif encore est le personnage de Rakhmetov, un véritable prototype de Lénine, un révolutionnaire austère à temps plein. Le titre du pamphlet de Lénine paru en 1902, *Que faire ?*, est un hommage évident au livre de Chernyshevski, bien que le contenu soit très différent. [47].

Lénine passa plusieurs années d'exil en Sibérie, à la fin de la décennie 1890, période pendant laquelle il écrivit son premier ouvrage majeur, *Le développement du capitalisme en Russie* (1899), où il se trompe souvent par ses considérations définitives sur les paysans, même si celles-ci allaient considérablement évoluer sous le poids des événements. Dans cet ouvrage, Lénine s'efforce de démontrer que,

contrairement, aux vues persistantes des populistes, le capitalisme a pleinement triomphé en Russie. L'œuvre est profondément endommagée par sa vision assimilant largement le capitalisme au marché (en opposition à la valeur). Le mir, qui à cette époque recouvrait les quatre-cinquièmes de toute la surface cultivée en Russie européenne, est à peine mentionné, puisque pour Lénine il était avant tout une « contrainte juridique » de l'État tsariste[48]. Les grands prêts étrangers et le rapide développement industriel sous la direction du Ministre des Finances Witte ne sont également pas mentionnés[49]. Lénine conclut que 51% de la population russe est composée de prolétaires salariés et que la polarisation des paysans capitalistes riches et des travailleurs ruraux à la campagne est largement achevée [50]. Dans la catégorie des paysans pauvres, Lénine inclue tous les paysans « presque » séparés de leurs moyens de production [51], ce qui signifie que tout paysan possédant un petit lopin de terre, un cheval et une vache, prenant en charge ses besoins et ceux de sa famille, et réalisant des travaux occasionnels ailleurs durant plusieurs mois par an, est considéré comme « prolétaire ». Les grands domaines, pour Lénine, devenaient rapidement capitalistes, alors qu'en réalité, les grands propriétaires terriens étaient étrangers à toute idée d'accumulation et de rentabilité du capital [52]. Lénine voit aussi du « progrès technologique » quand, en fait, les paysans travaillent à l'aide d'outils très simples et primitifs employés depuis des lustres. Si les domaines seigneuriaux étaient largement capitalistes, comment expliquer les restrictions sur la mobilité des paysans, les attachant à un seul endroit, comme cela avait été toujours le cas avec les serfs ? La vision que se faisait Lénine du capitalisme était limitée à la seule sphère de circulation [53]. Déjà dans son premier texte de 1893 (« *Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne*»), Lénine avait affirmé que le mir n'était pas un obstacle au capitalisme :

« La forme que prend la propriété foncière parmi les paysans ne nous intéresse aucunement. Quelle qu'en soit la forme, la relation entre la bourgeoisie paysanne et le prolétariat rural est toujours la même. »

Au cours de cette période, selon Chantal de Crisenoy, les parcelles individuelles des paysans étaient réellement en déclin et les communes conservaient toute leur importance. [54]

Comme l'affirme Crisenoy:

« En refusant toute spécificité au mir, Lénine se montre plus attaché aux idées préconçues [...] qu'attentif aux relations sociales existantes.[...] Dans son analyse, on trouve une inversion totale de la réalité : tout ce qui est facteur d'accumulation primitive – services obligatoires, taxes – est considéré comme une « survivance » bloquant l'émergence du capitalisme ; tout ce qui constitue un obstacle à l'apparition du capital – les industries artisanales, la commune rurale – est désignée comme étant « sa base la plus profonde ». [55]

Dans l'article de 1897 « Quel héritage renions-nous ? »[56], Lénine présente le mir comme « un village de petits paysans »;

« [...] Quand il veut prouver, contre les populistes, l'existence d'une classe ouvrière au sein de l'obschchina, il avance le concept de « prolétaire sédentaire » » et il l'applique à ces mêmes paysans communaux. [...] En 1899, il trouve trois fois le nombre de travailleurs salariés généralement admis à la veille de 1914. » [57]

Cependant, Lénine était (avec Trotsky[58]) l'un des rares marxistes russes à juger nécessaire de consacrer sérieusement son attention à la paysannerie, à l'opposé de l'attitude dédaigneuse de Plekhanov. En 1902, plusieurs provinces se soulevèrent en réaction à la famine, et Lénine rédigea au même moment le premier programme destiné à la paysannerie, « Le programme agraire de la social-démocratie russe »

[59], qui fut adopté par le parti en 1903. Il demeurait ambivalent au sujet du futur rôle des paysans, considérant ceux-ci comme pouvant soit supporter un « parti démocratique révolutionnaire » soit s'aligner sur le « parti de l'ordre » [60]. Beaucoup de sociaux-démocrates russes condamnèrent l'ensemble du programme, comme l'avait fait plutôt Kautsky en Allemagne. Ce programme réclamait l'annulation des dettes à partir de 1861[61], l'utilisation gratuite de la terre pour les paysans, la restitution aux paysans de l'« otrezki » (surfaces que les propriétaires avaient confisquées par la réforme de 1861), ainsi que l'annulation des loyers excessifs et des contrats d'exploitation. Lénine considérait que ces changements « élargiraient le marché intérieur », de même qu'ils « élèveraient le niveau de vie des paysans et hâteraient le développement du capitalisme dans l'agriculture » [62].

Suite aux soulèvements de 1902, Lénine, écrivit « Au pauvre campagnard », tout en conservant ses premières positions sur la dynamique à la campagne. Mais dans cet article, comme le souligne Kingston-Mann,

« La commune répartitive, qui avait fourni le cadre institutionnel à tant de révoltes, était complètement ignorée. [63]

En somme,

« L'action paysanne pouvait seulement être [...] « antiféodale », et les survivances féodales devaient être la principale préoccupation du programme agraire social-démocrate. » [64]

En 1903, le Deuxième Congrès du Parti adopta le programme agraire de Lénine, sans avoir mentionné jusque-là une « alliance paysans-ouvriers ». Lénine mettait en garde contre une telle alliance. Selon lui, pour s'allier au prolétariat, les paysans devaient abandonner « leur propre point de vue de classe » et adopter « celui du prolétariat. »[65]

III. 1905-1907: L'idéologie se heurte à la réalité

En janvier 1905, le père Gapon, prêtre orthodoxe mais aussi agent provocateur tsariste, conduisit à Saint Pétersbourg une manifestation de masse des ouvriers jusqu'au palais du Tsar, faisant mine de réclamer au Tsar qu'il accorde certains droits fondamentaux. Les cosaques tirèrent sur la foule, faisant des centaines de tués, ce qui déclencha la révolution de 1905/1907, « répétition générale » de 1917[66]. Au cours de ces années, les paysans russes se révoltèrent aussi intensément que la classe ouvrière, bouleversant complètement les schémas par lesquels le marxisme russe, sous l'influence de Kautsky, avait prédit que ces paysans n'aspireraient qu'à la petite propriété foncière individuelle.

Les paysans soumièrent eux-mêmes en 1905, en tout et pour tout, 60 000 pétitions au gouvernement. (A cette époque, aucun marxiste russe ne prit au sérieux la substance même de nombreuses demandes paysannes revendiquant toute la terre au mir. [67]) Les paysans envahirent les forêts et les pâturages dont ils avaient été exclus ; ils pillèrent des magasins, des entrepôts et des manoirs, incendiant des propriétés et assassinant leurs propriétaires [68]. La grande majorité des grèves rurales en Russie en 1905-1907 étaient des mouvements de petits propriétaires paysans, salariés partiels ou temporaires. La plupart de ces grèves étaient dirigées par des assemblées communales [69]. En 1905, il fut de nouveau impossible de procéder aux récoltes dans 25 des provinces de Russie, lesquelles correspondaient aux lieux des soulèvements.[70] Comme Shanin le souligne « Dès que la volonté du Tsar ne put plus être considérée comme une force de la nature. [...] L'ensemble du monde social de la Russie rurale fit sécession. Tout semblait possible désormais. » [71] Les soulèvements culminèrent une première fois en juin 1905. Les différences

entre les paysans riches, moyens et pauvres, que Lénine avait laborieusement dépeintes dans son ouvrage de 1899, paraissaient diminuer en importance, car les paysans les plus riches aidaient leurs voisins pauvres en leur apportant de la nourriture [72].

Sous le coup de ces événements, Lénine, toujours en exil à Zurich au printemps 1905, avant son retour en Russie, proposa une « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans » qui établirait un gouvernement provisoire pour la révolution démocratique bourgeoise. « Cette formulation était si incompatible avec les programmes prérévolutionnaires marxistes que Lénine allait être contraint de prouver encore et toujours qu'il n'avait pas sacrifié ses principes marxistes. »[73]

Crisenoy résume ainsi la politique paysanne de Lénine durant toutes les luttes de l'été 1905: « Soutenir le mouvement paysan, mais ne pas s'y lier pour l'avenir. Il est nécessaire d'avancer et de frapper durement dans la perspective de la démocratie révolutionnaire bourgeoise. [...] Marcher séparément mais frapper ensemble, en n'éluant pas les intérêts divergents et en gardant à l'esprit qu'un allié d'aujourd'hui pourrait devenir un ennemi de demain. »[74] Elle souligne qu'il persiste une espèce de crainte vis-à-vis des luttes paysannes, une peur de leur spontanéité, et un grand mépris à l'égard de leur « manque de culture »[75].

Pendant ce temps, l'action des paysans et les déclarations de leurs représentants « constituaient une réfutation frappante des jugements (de Lénine) » [76]. A l'été 1905, les paysans créèrent une organisation centrale composée de délégués de plusieurs provinces. L'Union Panrusse des Paysans se réunit pour la première fois clandestinement à la fin juillet pour appeler à l'abolition de la propriété privée ainsi qu'à l'expropriation des grands propriétaires terriens ; elle se prononça majoritairement pour ne pas indemniser ceux-ci.[77] Les paysans ne se limitaient pas à la question de la terre mais réclamaient aussi l'éducation publique gratuite, l'amnistie pour les prisonniers politiques, la convocation d'une Douma, et une assemblée constituante.[78] Lénine concéda que le Congrès Paysan avait bien saisi ses propres intérêts.[79]

Les sociaux-démocrates appelèrent à la formation de comités paysans révolutionnaires, mais ne jouèrent aucun rôle à la campagne. Ce furent de jeunes paysans, de retour des usines, qui répandirent les idées révolutionnaires. [80] A l'été 1905, les bolcheviks tinrent à Londres leur Troisième Congrès, où la question paysanne fut un des principaux enjeux. Ils étaient divisés, incapables de prévoir ou de contrôler les événements. Lénine était déchiré ; le programme du Parti était insatisfaisant d'un point de vue politique, mais parfaitement fondé, selon lui, au point de vue théorique. [81] Quand les paysans allèrent au-delà du slogan du Parti de reprendre l'otrezki (pour rappel : les bandes de terres retenues par les grands propriétaires terriens depuis la réforme de 1861), et saisirent d'autres terres, étaient-ils « réactionnaires » ? Il y avait une contradiction constante entre ce que Lénine considérait comme politiquement nécessaire et son analyse économique. S'il continuait à défendre des points de son programme agraire de 1902, c'est parce qu'il restait convaincu que le capitalisme dominait sur les grands domaines. En mars 1905, il continuait d'affirmer qu' « en Russie, il y a peu de vestiges du féodalisme ». [82]

Le 17 octobre, en réponse à des mois d'insurrection, le Tsar publia un manifeste, « parlant beaucoup de liberté mais ne disant rien sur la terre – seule chose qui importait. » [83] Cela n'eut aucun impact, et en octobre 1905 « des attaques contre les domaines éclatèrent sur une échelle inédite pour évoluer rapidement en destruction massive des manoirs dans la Ceinture de la Terre Noire. »[84] Ce n'était

pas une explosion aveugle ; les paysans voulaient se débarrasser des propriétaires et s'assurer qu'ils ne reviendraient jamais ; 2000 manoirs furent détruits. La stratégie du gouvernement consista en une lourde répression et un apaisement inefficace par le manifeste du 3 novembre, qui abolissait les dettes résultant de l'émancipation des serfs de 1861. La répression étatique fut, cependant, une « orgie de brutalité ». [85] Celle-ci parvint à contenir les soulèvements ouvriers mais les révoltes des paysans ne s'arrêtèrent pas, atteignant leur apogée au mois de juillet 1906. Les éruptions de violence rurale de juin 1906 avaient été si sérieuses que l'Empereur d'Autriche envisageait une intervention militaire. En juillet 1906, Lénine déclara que la paysannerie était « démocratique révolutionnaire », mais que les sociaux-démocrates la combattraient lorsqu'elle deviendrait « réactionnaire et anti prolétarienne ». Comme le souligne Kingston-Mann, « Malgré l'extraordinaire clairvoyance de la perspicacité politique de Lénine à l'égard des problèmes de ses adversaires, les carences de ses analyses économiques et sociologiques faisaient du concept de révolution paysanne marxienne une contradiction dans les termes. » [86]

Avant ces développements, la première Douma s'était réunie en avril, et ne s'était même pas penchée sur les revendications des paysans [87]. Le mouvement finit par refluer, tandis que l'État et les propriétaires terriens resserrèrent les rangs. Ceci n'empêcha pas les pâturages d'être à nouveau envahis pour la troisième fois à l'hiver 1906/1907.

Pendant ce temps, en avril 1906, le PTSDR teint à Stockholm une « conférence unitaire » bolcheviks-mencheviks. Lénine y appela à la nationalisation de toutes les propriétés foncières [88]. Lénine favorisait alors la nationalisation pour ouvrir la voie au capitalisme ; pour les paysans, d'autre part, cela signifiait l'expansion de la propriété communale au niveau national. Les mencheviks craignaient que la fragmentation des grandes propriétés ne ralentît le développement du capitalisme. Plekhanov soutenait que ce transfert de terre à l'État laisserait l'autocratie avec plus de terre que jamais.[89] (Kautsky, dans la revue de la Deuxième Internationale, *Neue Zeit*, s'était à nouveau prononcé contre tout programme social-démocrate pour la paysannerie.) Lénine citait le *Capital* de Marx à propos du transfert de la terre à l'État en tant que mesure bourgeoise qui créerait de la concurrence, tel que cela avait été le cas dans l'Ouest des États-Unis. Le congrès finit par voter en faveur du plan de municipalisation de la terre présenté par le menchevik Maslow.[90] Lénine s'y opposa, en arguant que cela donnerait seulement le pouvoir aux élites locales.

Les premiers slogans des soulèvements paysans tenaient d'un langage différent de celui des révoltes urbaines, exprimant un désir de pouvoir politique, de droits civils, de réforme agraire, de « gouvernement charitable », de liberté et « d'être entendus ».[91] De l'avis de Shanin, beaucoup ont douté de la véritable existence d'objectifs politiques généraux des paysans dans la Russie rurale de 1905-1907, d'ailleurs Lénine affirma en 1917 que le problème avec la révolte des paysans des dernières années écoulées était qu'ils n'avaient pas terminé le travail, en brûlant seulement une partie des manoirs.[92]

D'autres irruptions survinrent dans des endroits tels que la Géorgie, où, dans la région de Guria, se présenta de 1903 à 1906 ce que Shanin appelle « le premier cas dans l'histoire d'une autorité paysanne dirigée par une élite marxiste », qui connut un large retentissement. Les sociaux-démocrates lettons menèrent des attaques à grande échelle sur des manoirs des provinces baltes dans une situation de « mini guerre civile », durant laquelle 459 manoirs furent détruits à Latvia et 114 en Estonie.[93] Les ennemis désignés des révoltes dans tout l'empire russe étaient l'appareil d'État, les « mangeurs de commune » koulaks (paysans riches) qui achetaient les terrains communaux pour eux-mêmes, et les bandes réactionnaires des « Cent Noirs ». La Deuxième Douma, tenue en 1907, était plus radicale que la

première, et les paysans étaient plus anti-gouvernement. « Les paysans regardaient leurs vies d'une manière inimaginable auparavant ».[94] Ils étaient très sophistiqués si bien que la revendication du transfert de la terre à la paysannerie combiné à l'abolition de la propriété foncière était totale. [95]

Sous l'impact de ces événements cumulés, Lénine prôna la révision du programme agraire du PTSDR établi en 1903 [96] et déclara, contrairement à son livre de 1899, que « l'économie des propriétaires en Russie est basée sur le servage répressif et non sur un système capitaliste. [...] Ceux qui refusent de le voir ne peuvent expliquer le large et profond mouvement révolutionnaire paysan contemporain en Russie. » [97] La plupart des sociaux-démocrates admirent alors que le programme de 1903 était trop pessimiste concernant le potentiel révolutionnaire des paysans. Ce changement d'attitude se formula dans un appel à une « dictature démocratique des paysans et des ouvriers » qui allait promouvoir une « voie américaine » pour le développement agricole sous un régime révolutionnaire. [98] Les forces de la réaction devaient elles aussi réviser leurs positions au sujet de la paysannerie : « Alors que les grandes demeures brûlaient et que la première et la deuxième Douma accumulaient les abus sur le gouvernement, la commune était de plus en plus considérée comme étant à l'origine de la rébellion paysanne. »[99] Ce changement de perception présageait la politique qui intervint après 1907 conduite par Stolypin, qui remplaça Witte au poste de ministre des finances en 1906 et qui tenta de saper les communes en subventionnant les paysans individuels qui souhaitaient les quitter afin de cultiver leurs propres parcelles de terre. [100] Les paysans cessèrent l'insurrection de 1905/1907 avec plus de résultats qu'aucun autre groupe social. Les loyers avaient diminué et les salaires augmentaient ; l'État annula la plupart des dettes paysannes. Il y avait eu également un saut important dans l'estime que les paysans avaient d'eux-mêmes. [101]

IV. Années de réaction : Stolypin tente une révolution « à la prussienne » par le haut

En 1906, P.A. Stolypin succéda à un Witte déchu pour se hisser en tant que ministre le plus puissant du gouvernement tsariste, menant une sévère répression contre la révolution de 1905-1907 et poursuivant simultanément une politique de rupture avec la commune paysanne. Ses nombreuses exécutions de révolutionnaires par pendaison devinrent connues sous l'expression « cravates de Stolypin ».

Sous l'impact de la révolution, le gouvernement avait pris conscience, presque plus que les marxistes, que la commune, jusque-là considérée comme un pilier du régime, étaient en fait la principale source du radicalisme paysan. Stolypin et ses conseillers regardèrent en arrière vers les réformateurs prussiens des années 1820 qui avaient conduit une révolution par le haut afin d'empêcher une révolution d'en bas.[102] L'entreprise privée devait être promue, ce qui dans l'agriculture devait se traduire par la création de crédits pour permettre aux paysans individuels de quitter les communes et d'acquérir leur propre terre, souvent par la privatisation du terrain communal. Stolypin fut assassiné en 1911, mais sa politique visant à rompre avec la commune, resta effective jusqu'en 1917, dans l'espoir de créer une « Vendée » russe contre tout futur mouvement révolutionnaire [103].

Comme le souligne Crisenoy, « les classes dominantes ne se trompaient pas...Après 1905-1907, le mir devient à leurs yeux l'une des causes du radicalisme paysan. [...] Nous devons dire que, en dehors des sociaux-démocrates, ce lien entre le mir, le mouvement révolutionnaire paysan et ses revendications territoriales était évident pour tous. Mais Lénine était convaincu du contraire. Pour lui, la commune n'était toujours rien d'autre qu'une « enveloppe juridique conservée artificiellement » [...].

Selon Lénine, l'appel du paysan à la nationalisation de la terre était négatif, et ne devait pas masquer son instinct qui le poussait à être un « propriétaire ». [...] Dans l'optique de Lénine, le paysan ne savait pas ce qu'il voulait, ne savait même pas ce qu'il disait. [...] Pour Lénine, [il n'y avait] aucun doute : la nationalisation de la terre est nécessairement porteuse d'une organisation agraire capitaliste. » [104]

En fait, Lénine et Stolypin partageaient des vues assez semblables sur l'entrepreneur paysan, qu'ils considéraient comme promoteur du développement capitaliste en Russie. Pour défendre ce changement d'orientation par rapport à celle qu'il avait de 1899 à 1905, « Lénine devait abandonner ses prises de positions antérieures selon lesquelles la Russie était déjà capitaliste. » [105] Lénine, comme Stolypin, voyait le rôle du gouvernement russe comme similaire au modèle prussien antérieur. Selon lui, la réforme de Stolypin, « encouragerait les propriétaires terriens économiquement incompetents à devenir des « Junkers » bourgeois de style prussien ». [106] La nationalisation éliminerait les vestiges féodaux et rendrait possible la libre concurrence comme en Amérique [107]. « Malgré ses citations tirées du *Capital* et des *théories de la Plus-value*, il fut difficile pour Lénine de faire valoir que « Marx avait été fier des vertus économiques du petit agriculteur. » [108] Comme le dit Kingston-Mann, « C'était un mouvement tactique qui reflétait la tension que la complexe réalité de la situation russe exerçait sur son idéologie centrée sur l'Occident. [...] La commune ne jouait aucun rôle dans les plans et les stratégies de Lénine. [...] Lénine ridiculisait l'idée que la commune « médiévale » puisse conserver la moindre fonction égalisatrice. » [109] « En 1907-1908, Lénine affirma que le processus de différenciation rurale avait déjà tout détruit de la commune sauf le nom. Une commune qui continuait de fonctionner demeurerait inconcevable pour Lénine. [...] Etant certain que la commune était dépourvue de forme historique significative d'organisation sociale, Lénine réduisait de manière inexacte les paysans en simples outils du village koulak. [...] Lénine avait néanmoins adopté une approche bien plus réaliste que n'importe quel autre membre du PTSDR. » [110]

Sous les auspices des réformes agraires de Stolypin, entre un quart et un tiers des paysans russes, selon certaines estimations, quittèrent les communes entre 1906 et 1917. (Ces années-là, la Russie devint l'un des plus gros exportateurs de céréales tout en subissant de terribles famines.) Les paysans communaux répondirent souvent par la violence à ces désertions [111]. Deux à trois millions de paysans accédèrent à la propriété durant la décennie qui suivit 1906, c'est-à-dire environ un quart des douze millions de ménages paysans de la Russie européenne [112]. Quelques-uns des obstacles à la réforme étaient le manque de routes, les longs hivers, et les assemblées de village proposant les pires terres et les plus éloignées à ceux qui souhaitaient partir [113]. Selon Crisenoy, les réformes Stolypin se sont heurtées à la surpopulation, le manque de terre, et l'occupation communale. [114] Elle juge aussi « très relative » la rupture de Lénine, intervenue après 1905-1907, avec les conceptions de la Deuxième Internationale ; celui-ci continua, comme en 1899, à confondre l'agriculture capitaliste et l'agriculture marchande. En 1915, il écrivait encore : « Le développement du capitalisme consiste avant tout dans le passage de l'économie naturelle à l'économie marchande ». [115] Reconnaître son erreur, écrit Crisenoy, signifierait rompre avec ce qu'il n'avait cessé de dire depuis près de 20 ans. « En refusant de reconnaître l'attachement des paysans au mir, Lénine passait à côté de la cause de l'échec des réformes (de Stolypin) et de l'une des raisons de la révolution de 1917. » [116] Pendant les années révolutionnaires de 1917-1919, la grave violence continuait d'être portée mais pour s'abattre sur les « séparateurs » et non pas, tel que les thèses de Lénine le prédisaient, pour survenir entre les paysans riches et les paysans pauvres.

VI. Les paysans russes et la commune, en 1917 et par la suite

Durant le mois de la Révolution de février qui renversa la dynastie Romanov, la paysannerie s'était dressée en masse. Les paysans attaquèrent les grands propriétaires et les paysans des communes attaquèrent les fermes séparées. Comme en 1905, la commune était au centre des luttes paysannes, prenant en charge les confiscations et la redistribution des terres.

Après avoir « réorienté » le Parti bolchevik à la suite de son retour d'exil et les fameuses « thèses d'avril », Lénine soutenait que les soviets ruraux avaient déjà montré une plus grande imagination sociale créative que le gouvernement provisoire [117]. Une Garde Rouge Rurale Bolchevique se forma en mars-avril 1917. Dans la 4^{ème} édition de *la Pravda*, Lénine écrivait: « Si la révolution n'est pas effectuée par le paysan russe, elle ne le sera pas par l'ouvrier allemand. » [118] L'ébauche du programme de Lénine en avril-mai 1917 était la suivante : 1) Nationalisation de toutes les terres 2) Transformation des grands domaines en fermes modèles, organisées en soviets de travailleurs agricoles, et dirigées par des agronomes. Mais ces formulations, observe Crisenoy, sont profondément étrangères au mouvement paysan [119].

A ce stade, les bolcheviks n'étaient encore qu'une minorité, dépassée par les mencheviks et les SR. En avril, les ouvriers et les soldats avaient rossé des manifestants arborant des signes bolcheviks. En mai, néanmoins, Lénine déclarait au Congrès des députés paysans que les paysans devaient tout de suite saisir toute la terre, à la consternation du gouvernement provisoire et en particulier des SR, qui dirigeaient des ministres et tergiversaient sur la question de la terre. Les ministres mencheviks et SR étaient prêts à différer tout transfert de terre aux paysans jusqu'à ce qu'une assemblée constituante puisse se réunir. Certains observateurs SR constatèrent avec effroi l'impact de l'appel de Lénine à la saisie des terres et les dégâts politiques que cette affaire avait provoqués chez les ministres SR membres de la coalition [120]. La figure politique dirigeante des SR, Chernov, fut agressé par un paysan criant : « Pourquoi ne prends-tu pas le pouvoir, toi fils de pute, quand on te le donne ? » [121] En fait, le Congrès des députés paysans appelait à des soviets paysans partout, et les attaques contre la propriété individuelle s'accéléraient.

Puisque le gouvernement provisoire et, surtout, le front se désintégrèrent à l'été 1917, les paysans désertaient en masse l'armée et retournaient dans leurs villages afin d'obtenir leur part des terres nouvellement distribuées à partir des domaines de la noblesse. Ce mouvement, comme celui des soviets de 1905, ne fut le travail d'aucun parti politique. Les agitations paysannes culminèrent en octobre 1917. Immédiatement après le renversement du gouvernement provisoire, les bolcheviks publièrent leur décret sur la terre, reconnaissant le fait accompli des saisies de terre à la campagne ; en vertu de ce décret, les paysans étaient libres de créer des communes ou des artels (coopératives). Le décret sur la terre des bolcheviks, relevait essentiellement du programme des SR. Une vague d'égalitarisme avait balayé la campagne de sorte qu'en 1917-1918, la commune paysanne s'était étendue au-delà de toute frontière historique antérieure [122]. Les paysans distribuèrent aux familles les terres de la noblesse, de l'Église et des monastères, selon le critère traditionnel du « nombre de bouches à nourrir » ; quelques paysans devenus indépendants par la réforme de Stoplypin furent forcés à réintégrer les communes.[123] Les confiscations étaient largement achevées au printemps 1918. 96.8% de toutes les terres étaient aux mains des paysans, et 3 millions de paysans sans terre avaient obtenu des lopins de terre. À ce stade, la commune englobait presque l'ensemble des ménages. [124]

D'après le récit de Kingston-Mann, Lénine avait toujours insisté sur le fait que les dangers liés aux saisies de terre par les paysans étaient toujours compensés par les avantages que présentaient les attaques contre la propriété bourgeoise. Le décret sur la terre d'octobre 1917, reposant sur 242 mandats paysans ainsi que sur le programme agraire des SR, avait aboli la propriété privée foncière, et s'opposait à la tradition marxiste russe en ce qu'il respectait les traditions communales paysannes. Ses termes étaient populistes, et la gauche non bolchevique reconnaissait son caractère opportun voire opportuniste : « La tradition marxiste russe était enracinée dans un déni des idées sociologiques, que Marx lui-même avait encensées, développées dans les œuvres de populistes tels que Daniel'son.. »[125] [...] « Ignorant que les paysans réintégrèrent les communes en nombre croissant pendant la période d'avant-guerre, les bolcheviks et les mencheviks ne trouvèrent aucune signification constructive, au point de vue socialiste, dans les efforts fructueux de la paysannerie pour renvoyer les otrubshchiki [les « diviseurs » encouragés par Stolypin -LG] dans les communes au cours de 1917. »[126] « [...] les obsessions sur le capitalisme à la campagne [...] et la vigilance envers les fanatiques de la propriété individuelle et les bigots parmi les paysans, avaient aveuglé les marxistes russes à de nombreuses preuves sur l'économie agricole, au sujet de la résistance générale aux réformes de Stolypin, et à propos des notions collectivistes des paysans qui demandaient l'abolition de la propriété privée de la terre. [...] La peur du koulak s'épanouissait dans les cercles officiels, au moment où les communes paysannes accomplissaient une égalisation inédite des terres au nom des pauvres, et ce, sans aucune aide des autorités soviétiques. »[127]

Au début, le gouvernement soviétique entravait la répartition des animaux d'élevage et des matériaux agricoles, une politique visant à laisser les paysans pauvres incapables de cultiver et à les encourager à intégrer les nouvelles fermes d'État (sovkhoze). Une fois au pouvoir, les bolcheviks dissuadèrent toute poursuite dans la destruction des domaines, ce que les paysans, de leur côté, perçurent comme une garantie que les anciens propriétaires ne reviendraient jamais. La politique bolchevique favorisa les spécialistes dans les campagnes (en tant que directeurs de sovkhozes). Au 7^{ème} congrès des soviets, il existait déjà une critique des privilèges des spécialistes. Parfois, le directeur du sovkhoze était l'ancien propriétaire terrien ! Dans ces débats, Lénine prit à nouveau l'exemple du capitalisme allemand (prussien) : ses techniques modernes étaient au service de l'impérialisme et des Junkers, mais « remplacez « l'État capitaliste » par « État soviétique » et vous avez les conditions du socialisme ». [128]

Mais les querelles sur les mesures administratives devaient bientôt grandement se compliquer en raison de la chute drastique de la production agricole. En novembre 1917, la Russie parvenait encore à produire 641 millions de tonnes de blé. Les réquisitions en vue d'alimenter les villes commencèrent au début de 1918, lorsque déjà seulement 7% des céréales prévues pour Petrograd et Moscou étaient livrés. Comme la guerre civile s'intensifia à l'été 1918, certaines terres fertiles tombèrent sous le contrôle des Blancs, et la famine s'installa. En réaction à ces réquisitions, les paysans réduisirent la production au niveau des besoins de base de leurs familles ; les terres cultivées diminuèrent de 16% en 1919. Les bolcheviks comptaient sur le soutien des paysans les plus pauvres mais la répartition des terres avait extrait de cette catégorie bon nombre d'entre eux ; les comités de paysans pauvres fonctionnaient avec grande difficulté. Les cellules du Parti à la campagne dénombraient 14 700 membres mais étaient principalement composées de fonctionnaires. En 1921, après trois ans de guerre civile, le niveau des récoltes s'élevait à 40% de celui de 1914. Entre 1918 et 1920, durant les années de communisme de guerre, les épidémies, la faim et le froid tuèrent 7,5 millions de

russes ; quatre millions avaient péri dans la guerre civile. Les gens retournèrent à la terre pour survivre ; des trois millions d'ouvriers qui avaient constitué le versant prolétarien de la « double révolution » en 1917, seulement 1,2 million demeuraient dans les usines en 1922.

En outre, en 1921, la démocratie prolétarienne de 1917, incarnée dans les soviets et les conseils ouvriers, avait été détruite ou transformée en tampons en caoutchouc du parti. Les SR de gauche qui avaient partagé le pouvoir avec les bolcheviks pendant quelques mois, furent éliminés en juillet 1918, après qu'ils assassinèrent l'ambassadeur allemand, pour tenter de saper le Traité de Brest-Litovsk[129]. La répression contre les « bandits » anarchistes avait débuté au début de 1918. Les bolcheviks écrasèrent le soulèvement de Kronstadt en mars 1921, après avoir anéanti quelque temps plus tôt le mouvement du paysan anarchiste Makhno en Ukraine. Au 10^{ème} Congrès du Parti, en mars 1921 également, les factions internes du Parti avaient été liquidées. Le même congrès inaugura la Nouvelle Politique Economique (NEP) sous l'égide du marché. Les courants oppositionnels à l'intérieur du Parti bolchevik, tels que le Groupe des Travailleurs de Miasnikov ou les Centralistes Démocratiques, avaient été éliminés. En 1922, les mencheviks restés indépendants se virent offrir le choix de l'exécution ou l'exile. A partir de ce moment, les seules discussions ouvertes qui demeuraient dans la Russie soviétique, sans aucune influence sur les événements, impliquaient une petite centaine de vieux bolcheviks situés aux échelons supérieurs d'un parti qui gouvernait difficilement quelque 150 millions d'individus, dont une majorité de paysans. Ce parti avait aussi absorbé, suite à la prise de pouvoir d'Octobre, des centaines de milliers de nouveaux membres, souvent plus intéressés par les emplois et leurs carrières que par l'histoire et les perspectives réelles du bolchevisme.[130] Un certain nombre d'anciens bourgeois et même de grands propriétaires fonciers se rallièrent au pouvoir pour devenir souvent des directeurs de sovkhozes, d'usine et de mines.[131] Le noyau d'une nouvelle classe dirigeante était en place[132]. 90% des fonctionnaires d'État provenaient du régime tsariste et 90% des officiers de l'Armée rouge avaient été officiers tsaristes.

L'héritage du marxisme modernisateur de la Deuxième Internationale sur la question agraire demeura la perspective du Parti bolchevik au pouvoir. Ainsi, la déconnexion entre les fractions émergentes du régime – toutes – et la réalité de la campagne, composée de la majorité écrasante de la population, resta aussi grande qu'elle l'avait été avant l'accession des bolcheviks au pouvoir. Comme l'affirme l'historien John Marot, mettre en œuvre les plans de développement de tous les courants – la gauche trotskyste, la droite boukhariniste, et le « centre » stalinien – signifiait « détruire le mode de vie paysan » [133], la commune. Lénine avait reconnu après 1905 qu'il avait exagéré la présence du capitalisme dans la campagne russe, mais, comme indiqué précédemment, se ralliant à cette dynamique, il revint simplement en arrière.

Le problème fondamental était que le monde paysan, centré sur le mir, ne s'inscrivait pas du tout dans les visées de Lénine, retardataires, contemporaines ou autres ; les propriétaires des parcelles de terre récemment distribuées dans le cadre du mir n'étaient pas des paysans capitalistes produisant pour un marché, mais participaient de l'économie domestique, produisant d'abord pour leur propre usage, recourant occasionnellement au marché pour acquérir le peu de biens qu'ils ne pouvaient pas produire eux-mêmes. L'excédent de leur production était déjà passé à l'État tsariste par le biais des impôts en vue de payer l'industrialisation, et aux grands propriétaires pour leur consommation. Une fois ces deux fardeaux supprimés, le modeste impôt à l'État soviétique restait la seule ponction extérieure. Tout programme d'industrialisation supposant une rationalité capitaliste paysanne

n'avait aucune chance d'atteindre ses objectifs. L'économie paysanne, comme l'affirme Marot, n'était ni capitaliste ni socialiste, car « les paysans n'avaient que peu ou pas d'intérêt dans l'organisation collective de la production et de la distribution au-delà des limites du village. »[134]

Au printemps 1921, le reflux et l'isolement de la Révolution russe, qui dès le départ était internationaliste dans les conceptions stratégiques de Lénine et de Trotsky (dans leurs cadres théoriques respectifs, voir ci-dessous), n'auraient pu être plus clairs. La révolution mondiale, qui en 1917-1918 ne semblait être qu'une question de semaines ou tout au plus de mois, devait désormais être envisagée en années. En une courte séquence, le printemps de 1921 vit la suppression de l'insurrection de Kronstadt, l'échec de « l'Action de mars » en Allemagne, l'accord commercial anglo-soviétique, l'instauration de la Nouvelle Politique Economique (NEP) axée sur le marché, la liquidation des courants dans le parti bolchevik, le Traité de Riga qui formalisait la défaite soviétique dans la guerre contre la Pologne de 1920, et le traité commercial avec le gouvernement nationaliste d'Atatürk en Turquie qui, deux mois plus tôt (en janvier 1921), avait assassiné l'ensemble des membres du comité central du Parti Communiste Turque[135]. Ce reflux général d'espoirs en une révolution en Europe occidentale affaiblit la position de l'aile internationaliste, cosmopolite, du Parti bolchevik et renforça la position des « praktiki » internes, les vieux vétérans de l'appareil du parti issus des années de clandestinité sous l'autocratie tsariste, personnifiés, bien sûr, par Joseph Staline. Le régime se replia sur lui-même, et avec la famine qui faisait encore rage dans les campagnes, rien n'avait une plus grande priorité que la question paysanne.

Pour Lénine, le régime bolchevik était une double révolution, basée sur la « dictature démocratique des ouvriers et paysans », qui complétait la révolution bourgeoise d'éradication de l'agriculture pré-capitaliste. Il écrivait :

« Oui, notre révolution est une révolution bourgeoise, tant que nous marchons avec la paysannerie dans son ensemble. [...] Nous l'avons dit des centaines et milliers de fois depuis 1905 [...] »[136].

Cette révolution bourgeoise, dans cette optique, ne pouvait passer à la phase socialiste que lorsqu'elle serait aidée par la révolution à l'Ouest. L'alliance avec la paysannerie (la soi-disant « smychka ») restait cruciale dans la perspective stratégique de Lénine pour le reste de sa vie politique. Il aurait viscéralement rejeté la proclamation du « socialisme dans un seul pays » faite par Staline en 1924. [137]

Mon but ici n'est pas de proposer une théorie spécifique de la « nature de classe de l'Union soviétique », qui renvoie aux débats entre capitalisme d'État/ collectivisme bureaucratique/État ouvrier dégénéré des années 1960-1970. Je signale simplement mon accord avec quelques variantes de l'interprétation par la classe, en opposition aux théories sur l'État ouvrier, mais expliquer mon analyse en détail éloignerait le propos de mon objectif principal, à savoir cerner l'impact de la question agraire et le sort de la commune paysanne russe dans le façonnement de ce résultat. Je mentionne Trotsky et sa révolution permanente principalement pour indiquer la différence entre son schéma et celui de Lénine, qui n'a jamais accepté cette théorie [138], aussi proches qu'ils aient été pourtant au printemps 1917.

Les travailleurs russes avaient leurs propres opinions au sujet de la NEP, qui était érigée sur la destruction des soviets et des conseils ouvriers qu'ils avaient créés en 1917 ainsi que sur le retour de l'élite managériale dont ils pensaient s'être définitivement débarrassés cette même année. La classe ouvrière russe mena une série de grèves militantes en août et septembre 1923. Un second « Groupe ouvrier » s'était formé au printemps cette année-là et joua un important rôle de coordination dans ces grèves, selon Marot,

« (Celui-ci) chercha à créer des alliances avec des éléments des oppositions précédents. En dénonçant la Nouvelle Politique Economique comme une Nouvelle Exploitation du Prolétariat par des directeurs d'usines et des dirigeants d'industrie nommés par la bureaucratie, le Groupe ouvrier tenta de recruter parmi les travailleurs membres et non membres du Parti. Il s'efforça d'apporter une définition et une direction politiques à la grève de masse. [...] Il chercha même du soutien à l'étranger, auprès des éléments de gauche du Parti Communiste Allemand [...] et chez les communistes hollandais de Gorter. » [139]

Et où était Trotsky pendant que ces grèves se déroulaient ? Marot est éloquent :

« L'opposition de Trotsky à l'égard de l'activité fractionnelle du Groupe ouvrier de 1923 exprima ostensiblement (sa) ferme insistance idéologiquement intériorisée sur la règle unitaire du Parti unique. [...] Trotsky refusa même de se solidariser publiquement avec les plus de deux cents membres du Parti qui osèrent participer activement au mouvement de grève des travailleurs, et qui furent subséquemment expulsés du Parti. [...] Alors que Trotsky ne fit à peu près rien pour donner une orientation politique à la contestation de la base en dehors du Parti communiste, il était presque toujours disposé à répondre favorablement aux invitations de coopération politique lancées par untel ou untel de la direction du Parti. » [140]

Sa santé en brutal déclin, Lénine fut contraint de renoncer à l'activité politique au début de 1923, et il mourut un an plus tard. Dans les derniers mois de son activité très réduite, il avait programmé de « balancer une bombe » sur Staline au prochain congrès, et dans son testament il appela à la destitution de celui-ci de sa position de secrétaire général du parti.[141].

Le fait que l'Union soviétique émergea de la guerre civile en 1921 avec, à sa tête, le noyau d'une nouvelle classe dominante, laissa en suspens le sort du mir, au sein duquel 98.5% de la paysannerie – regroupant 90% de l'ensemble de la population russe – vivait, jusqu'à la disparition de celui-ci en 1929-30. Il est donc important d'esquisser les luttes de factions dans « les sphères de commandement » du Parti bolchevik jusqu'aux collectivisations entreprises par Staline. Il n'y avait rien de préétabli au sujet de ce qui allait réellement se dérouler, à savoir la transformation de l'Union soviétique du « capitalisme guidé » de la NEP de 1921, conçue comme une action de préservation jusqu'à la révolution en Occident, en ce totalitarisme mature consolidé sous Staline entre 1929 et 1932. Personne, dans la lutte des trois factions jusqu'en 1927, Staline compris, ne préconisa les violentes collectivisations qui finalement façonnèrent les contours définitifs de l'Union soviétique par lesquels elle devint connue de par le monde comme « communisme ». [142], [143].

Voici comment Moshe Lewin (tout en présentant des statistiques quelque peu discordantes avec celles qui précèdent) décrit la situation du mir, peu de temps avant sa destruction en 1929-1930 :

« A la veille de la révolution, moins de 50% des paysans étaient encore membres du mir. [...] Huit millions de foyers détenaient leur terre comme propriété privée, alors que 7,4 millions d'exploitations relevaient toujours de la propriété communale. Le degré croissant de stratification sociale au sein de la paysannerie accéléra la décadence de ce vestige de la communauté paysanne. Cependant, au moment de la révolution, le mir trouva miraculeusement un nouveau souffle. Ce miracle peut être expliqué par le fait que la réforme agraire, qui libéra les paysans du joug du féodalisme, égalisa également les différences entre eux à un degré considérable. S'étant débarrassés des pomeshchiki [les derniers descendants de l'aristocratie de service des 16^e-18^e siècles -LG] et certains des koulaks, les paysans retournèrent aux anciennes relations égalitaires du mir, et par là, à l'institution elle-même.[...] Une grande preuve de [...] la forme communale de la propriété foncière est fournie

par le code agraire de 1922, qui la décline avec force détails. Toutefois, le parti semblait prendre peu en compte ce facteur, et ses possibles implications. [...] Entre 1922 et 1927, la société du village, en raison de l'amélioration générale de l'économie, avait considérablement monté en puissance, son budget s'était accru et, malgré les efforts des autorités pour encourager les [soviets ruraux -LG], ce fut le mir qui continua à être la « seule organisation en charge de la vie économique du village. »[144]

Le tournant de la NEP en 1921 fit revivre à la fois l'industrie et l'agriculture, dans les termes de la stratégie bolchevique du « capitalisme guidé », le temps que la révolution se déclenche en Occident. On ne peut pas critiquer la NEP comme une « restauration du capitalisme » puisqu'en premier lieu le capitalisme n'a jamais été aboli. À la charge de l'opposition ouvrière, au 10^{ème} Congrès de mars 1921, selon laquelle les bolcheviks étaient en train de créer un État capitaliste, Lénine répliqua que le capitalisme d'État serait un grand pas en avant pour la Russie arriérée, dominée jusque-là par les petits producteurs.

Durant la NEP, la production alimentaire des paysans approcha pour la première fois en 1925, des niveaux d'avant la Première Guerre Mondiale, ce qui contraste avec les conditions de famine de 1921-1922.

Cependant, la NEP aboutit également à la fameuse « crise des ciseaux » de 1923 et 1925, qui vit les prix des biens industriels produits dans les villes augmenter bien plus que les prix des produits agricoles des campagnes, ce qui rendit impossible leur achat par les paysans et sapa la stratégie d'une « accumulation socialiste contrôlée » sur la paysannerie que préconisait Evgeni Preobrazhensky, l'économiste de l'aile gauche de la tendance Trotskyste[145]. En outre, cette stratégie était condamnée car rien, aucune force, n'obligeait les paysans à interagir avec l'économie urbaine-industrielle à l'échelle envisagée par les planificateurs de la gauche ou, sur cette question, par Boukharine et les théoriciens du « socialisme au rythme de l'escargot » situés à droite. [146]. Au milieu des années 1920, il était clair que les différences entre la gauche Trotskyste et la droite boukhariniste étaient plus d'ordre quantitatif que qualitatif, réduites qu'elles étaient à des divergences sur le rythme approprié que devait prendre le « pompage » des paysans, alors que Boukharine reconnaissait toujours plus la nécessité d'industrialiser à partir d'un surplus prélevé sur l'agriculture. Boukharine avait précédemment écrit prophétiquement à ce sujet, en opposition aux plans d'industrialisation préconisés par la gauche :

« [...] Endossant excessivement, [le prolétariat] s'astreint à créer un appareil administratif colossal. Remplir les fonctions des petits producteurs, des petits paysans, etc., requiert trop d'employés et d'administrateurs. La tentative de remplacer toutes ces petites figures par des *chinovniki* d'État[Voir note de fin de texte] – appelez-les comme vous le voulez, ce sont dans les faits des *chinovniki* – donne naissance à un appareil tellement colossal que la dépense pour son entretien s'avère incomparablement plus significative que les coûts improductifs qui découlent des conditions anarchiques de la petite production ; en conséquence, toute cette forme de gestion, l'ensemble de l'État prolétarien, ne facilite pas mais ne fait qu'entraver le développement des forces productives. En réalité, ce phénomène emprunte le chemin inverse à ce qui était envisagé, et par conséquent il est impérieux de le briser. [...] Si le prolétariat ne le fait pas lui-même, d'autres forces le balayeront. » [147]

Vers la fin 1927, Staline et son « centre » avait vaincu, marginalisé et expulsé du parti la gauche trotskyste, avec le soutien de Boukharine et de sa tendance [148]. Malgré tout la gauche resta largement ignorante du réel danger que représentait ce

« centre ». Trotsky avait dit, avant son exil initial à Alma Ata (au Kazakhstan) : « Avec Staline contre Boukharine, peut-être. Avec Boukharine contre Staline, jamais. » Ce qui était en jeu, en dernier ressort, c'était la préservation de la « smyshka », l'alliance ouvrier-paysan, le dernier pilier de la « double révolution » de Lénine, qui ne survivrait pas à la moindre tentative concertée de contraindre plus durement la paysannerie à payer l'industrialisation. Beaucoup de personnalités, sur le spectre politique à l'intérieur du Parti, imaginaient que la NEP allait durer des années, peut-être des décennies.

La rupture de la situation s'est produite avec deux années successives d'échec des récoltes en 1928 et 1929. Les queues devant les boulangeries se formaient à Moscou vers la fin de 1928, et Staline invoqua l'urgence pour lancer son infâme « guerre contre le koulak » (la couche la plus riche de la paysannerie, estimée à 4-5% de sa population totale). Les cadres du Parti ordonnèrent de confisquer toute nourriture qu'ils pouvaient trouver dans les campagnes, usant des méthodes « uralo-Mongoles » (violentes), dans ce qui s'apparentait à des opérations militaires allant au-delà de tout ce qui avait été entrepris en matière de confiscation pendant la guerre civile. Les distinctions pertinentes entre les paysans, que Lénine avait d'abord élaborées laborieusement dans son ouvrage de 1899 et qui n'avaient jamais vraiment été fructueuses à des fins politiques telles que dresser les paysans pauvres contre les strates les plus riches, furent largement effacées dans la frénésie pour atteindre les quotas. En outre, les confiscations alimentaires se combinèrent à l'intégration de force des paysans aux fermes collectives (les sovkhozes) ou aux coopératives (les kolkhozes).

Les paysans résistèrent violemment. Non seulement, ils assassinèrent les cadres du Parti quand ils pouvaient, mais, n'ayant pour toute perspective qu'un d'un salaire non rémunérateur dans les fermes collectives, ils détruisirent leurs propres récoltes et abattirent environ 40% de leurs animaux d'élevages (chevaux, vaches et cochons), et ce, souvent afin de ne pas apparaître pour des koulaks. Dans beaucoup de situations, loin de se diviser selon la « ligne de classe », prédites par des théories mal inspirées, les paysans de toutes les strates se mêlèrent pour former des groupes de self-défense. De manière significative, pendant les quelques mois de respiration décrétés par Staline au printemps 1930, de nombreux paysans se réfugièrent dans les communes, mais cela ne devait pas durer. En 1932, environ 10 millions de paysans avaient péri par les collectivisations et les délocalisations forcées, et toutes les communes, 98.5% de tout le territoire rural russe en 1918, avaient été détruites.

Staline, comme il l'avait fait auparavant et le ferait de nouveau, se servit des véritables mauvaises récoltes de 1927 et 1928 pour atteindre ses fins politiques, ce qui dans ce cas signifiait la destruction de la « droite » boukhariniste. La smyshka, que Lénine avait vue comme la fondation du régime dans un avenir proche, était agonisante, de sorte que « la planification en forme de bacchanales », à marche forcée et à grand renfort de salaire à la pièce et d'unités armées du GPU supervisant le travail dans les usines, pouvait démarrer.

En conclusion, il est important de noter la réaction de la « gauche » trotskyste (moins, il faut le dire, Trotsky lui-même, déjà en exil) au virage « à gauche » de Staline après 1927, dans lequel il reprit « crûment et brutalement » la majeure partie du programme de la gauche. L'attitude générale était : Staline met en œuvre notre programme ; nous devons le soutenir. Des dizaines, peut-être même des centaines de membres de la gauche réclamèrent leur réadmission au Parti afin qu'ils pussent participer aux collectivisations. Le cas de Smirnov fut éloquent, ancien Trotskyste convaincu, qui capitula en octobre 1929 : « Je ne peux pas rester inactif ! Je dois construire ! Le Comité Central est en train de bâtir le futur, aussi

barbares et stupides que ses méthodes puissent être. Nos différences idéologiques sont relativement peu importantes par rapport à la construction de nouvelles industries majeures. »149]

VIII. Du plan quinquennal à l'effondrement final

L'agriculture soviétique ne s'est jamais rétablie de la « guerre contre le koulak » entreprise par Staline entre 1929-1932, et devint par conséquent une entrave permanente tant à l'économie qu'à la société dans son ensemble. La paysannerie était en permanence aliénée au régime. Indépendamment de l'énorme perte en vies humaines, le massacre de tant de chevaux dans un pays quasiment dépourvu de charrues métalliques paralysa les saisons des semences pour les années à venir. L'activité agricole fut ensuite organisée dans les fermes collectives salariées (sovkhozes) et les coopératives (kolkhozes), dotées de parcelles privées additionnelles, qui constituaient environ 1% de toute la surface cultivée, mais qui, au fil du temps, produisirent un pourcentage remarquable de toute la nourriture livrées dans les villes.

La faible productivité des secteurs des sovkhozes et des kolkhozes de l'agriculture soviétique a joué un rôle important dans l'effondrement ultime du système en 1991. Suite à la reconstruction de l'après Seconde Guerre Mondiale, le taux de croissance soviétique s'abaissait depuis la fin des années 1950, d'un plan quinquennal à l'autre. Les dénommées réformes Liberman de 1965 tentèrent d'inverser la tendance par le biais d'une certaine décentralisation du processus de planification aux niveaux régional et des gestionnaires d'entreprise ; elles échouèrent face à la résistance de la bureaucratie. Les planificateurs se penchèrent sur leurs statistiques afin de déceler les obstacles dans le système, et s'aperçurent que le plan lui-même, et la bureaucratie chargée de le promouvoir, s'avéraient les principaux obstacles internes (mis à part l'aliénation fondamentale des travailleurs et des paysans, ainsi que la pression du marché capitaliste mondial et l'embargo occidental sur les technologies clés). Il n'y avait en réalité aucun plan[150]; le plan était plus une sorte de superstructure idéologique en vertu de laquelle la concurrence entre les entreprises – avant tout celle pour obtenir la main d'œuvre qualifiée, les ressources naturelles et, peut-être le plus important, les pièces de rechange – faisait rage aussi intensément que dans n'importe quelle économie capitaliste ouverte[151]. Des années 1960 jusqu'à la disparition de l'URSS, la corruption fut à la fois endémique et essentielle au fonctionnement de l'économie réelle. Dans certains pays de l'Europe de l'Est (Comecon) tels que la Pologne, sans parler de l'Union Soviétique elle-même, le dollar US était indispensable aux managers qui avaient besoin de fournitures clés. Au fur et à mesure, l'économie souterraine devint, dans une large mesure, l'économie qui fonctionnait vraiment. Un autre albatros fut le secteur militaire très important, qui draina les meilleurs techniciens et les ressources vers cet autre puits de la consommation improductive. (Au-delà de la défense nationale, les ventes d'armes de l'Union soviétique représentaient une importante source de devises étrangères)

La paralysie de 1929-1932 du secteur agricole, qui comprenait encore près de 40% de la main d'œuvre (induisant également un énorme chômage dissimulé) quand le système s'écroula en 1991, fut un facteur clé de la crise globale. En Occident, la dépression mondiale agricole de 1873-1896, marquant l'entrée sur le marché mondial des principaux exportateurs de céréales et de viande, le Canada, l'Australie, l'Argentine, les États-Unis et la Russie elle-même, se combina à la révolution dans les transports (avec les navires à vapeur et les trains), pour rendre possible la réduction du coût de l'alimentation dans le salaire ouvrier, d'environ

50%, en 1850, à des niveaux sensiblement inférieurs à long-terme. Ce nouveau pouvoir d'achat des travailleurs permit l'accès aux biens de consommation durables (radios, appareils électroménagers, et plus tard les voitures) qui constitua une partie fondamentale de la domination réelle du capital, la réduction de la puissance de travail à sa forme interchangeable abstraite. Durant le boom de l'après Seconde Guerre Mondiale en Occident, la masse salariale totale de la main d'œuvre productive (par opposition à la population toujours croissante des consommateurs improductifs de la classe moyenne) diminua dans le pourcentage du produit social total, tandis que le contenu matériel du salaire moyen de la classe ouvrière augmentait.

Pourtant, après la Première Guerre Mondiale, ce fut précisément l'impact de ce refaçonnement mondial de la consommation de la classe ouvrière par les révolutions agraires et des transports qui manqua cruellement en Union soviétique. En conséquence, la demande toujours croissante de biens de consommation après la Seconde Guerre Mondiale se heurta à la barrière de la faible productivité généralisée et donc à la hausse des prix. La seule alternative fut d'importer d'Occident les biens de consommation, au prix d'une dette extérieure grandissante, qui s'élevait à 51 milliards de dollars au moment où l'Union soviétique s'effondra en 1991.

VIII. Conclusion

« La multiplication des pouvoirs humains est son propre but. »
Marx, *Les formations économiques pré-capitalistes*

La question paysanne, presque 25 ans plus tard (1991), est toujours d'actualité à l'échelle mondiale. L'espace n'est pas ici suffisant pour dresser un aperçu des nombreuses formes contemporaines de celle-ci, des insurrections rurales en Inde à l'incapacité du régime chinois à absorber de manière significative ses plusieurs centaines de millions de paysans restants, en les envoyant en Afrique, en Amérique latine, en Asie du Sud Est et au Moyen-Orient. Aujourd'hui, encore plus qu'il y a cent ans, les capacités agricoles combinées des États-Unis, du Canada, de l'Europe de l'Ouest, de l'Australie et de l'Argentine, dans un ordre global qui produirait pour l'utilité sociale, pourraient alimenter plusieurs fois le monde entier. Ce potentiel, bloqué en tant que tel par les relations sociales capitalistes, pèse comme une épée de Damoclès sur les producteurs de subsistance agraire dans la plupart du reste du monde ; des décennies de négociations commerciales mondiales (comme récemment, le dénommé cycle de Doha) ont volé en éclats. Après la conclusion de l'ALENA [152] en 1993, les exportations américaines et canadiennes ont submergé ce qui restait de l'économie paysanne mexicaine. La « forteresse Europe » d'aujourd'hui (l'Union européenne), tout comme « El Norte » (les États-Unis), sont des aimants qui attirent des millions de gens, dont des millions de paysans, en provenance des économies rurales dévastées d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient, risquant leurs vies pour traverser la Méditerranée ou le désert de Sonora, dans l'espoir de rejoindre les rangs du sous-prolétariat du soi-disant monde développé. Ils fournissent « l'armée de réserve des chômeurs » au capital et, commodément, dans l'affaire, le parfait bouc émissaire au populisme nationaliste/raciste à l'œuvre dans la classe ouvrière indigène.

Dans cette réalité qui émerge des ruines du bloc de l'ex-Union soviétique vu comme l'ancienne alternative au capitalisme, la longue fascination qu'a portée Marx durant une décennie à l'égard de la commune russe paysanne, revient avec tout son caractère d'urgence. Cela, alors que la gauche internationale renoue de plus en plus avec le projet de Marx dans ses dimensions pleines et entières, d'abord supprimées par Engels et perdues durant plus d'un siècle par la confusion entre les tâches de développement de la révolution bourgeoise avec celles de la révolution prolétarienne

qu'ont entretenue les Deuxième, Troisième et Quatrième Internationales. Cette dernière révolution ne « construit pas le socialisme » mais « accouche » plutôt d'une forme supérieure d'organisation sociale déjà implicitement présente en tant que « négation déterminée » de l'ordre ancien moribond, le « véritable mouvement se déployant devant nos yeux », comme l'affirme le *Manifeste*[153].

Pendant quatre décennies, depuis les années 1970, le capitalisme mondial a lutté par à-coups contre la preuve toujours plus évidente de sa caducité, sur le plan d'un véritable développement global humain et pour éviter de plus en plus une apocalypse environnementale. La Chine et l'Inde ont pu, durant ces décades, donner naissance à quelques dizaines de millions de nouveaux riches (sur une population totale combinée de 2,6 milliards de personnes, rappelons-le) d'une classe moyenne s'acharnant à adopter un « mode de vie occidental » de consommation, basé sur l'automobile. Pour autant, l'extrapolation la plus élémentaire des ressources et de la destruction de l'environnement (pollution, dégradation atmosphérique, réduction de l'espérance de vie) inclus dans un tel « mode de vie » aux 7,5 milliards d'individus (9 milliards en 2050) montre que l'existence future de celui-ci s'apparente à une grande « erreur de composition linéaire ». Ce constat nous renvoie au « passé futur » de la vision portée par Marx d'une réappropriation des forces productives du monde, tout en corrigeant, évidemment à un niveau bien plus élevé, le « schisme » fondamental de l'expropriation, qui débuta il y a plus de 500 ans. Il nous ramène aussi au dépassement de la séparation de la ville et de la campagne et, partant, à la répartition plus uniforme de la population mondiale sur la surface de la terre (aux États-Unis, par exemple, 99% de la population vit actuellement sur 1% du territoire)

La révolution à venir n'aura pas pour but d'élaborer un plan quinquennal afin de surpasser le capitalisme dans « l'acier, le ciment et l'électricité », pour revenir à notre citation initiale de Trotsky, (quoiqu'elle puisse le faire, incidemment, dans le cadre de la réalisation de tâches plus fondamentales). Elle va plutôt, pour commencer, démanteler dans le monde entier les centaines de millions d'emplois, des « quants » de Wall Street aux agents de péages, qui n'existent que pour administrer le capitalisme, libérant cette force de travail pour de l'activité d'utilité sociale tout en combinant celle-ci avec les plusieurs milliards de personnes que le capitalisme marginalise, et ce, en vue de réduire radicalement journée de travail pour tous. Avec le démantèlement du complexe voiture-acier-pétrole-caoutchouc encore au centre de la production et de la consommation capitalistes (sans parler de "l'imaginaire" du capitalisme), le temps de travail social perdu dans les trajets quotidiens et les embouteillages, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie de l'Est, ce qui est largement un produit des schémas de développement urbain, suburbain et péri-urbain de l'après Seconde Guerre Mondiale, encadrés par des priorités immobilières, sera regagné par la société. Il en sera de même vis-à-vis de l'énorme dépense de carburants fossiles, par la suppression aussi nécessaire que consciente du transit de masse via l'automobile et les industries pétrolières, qu'une visite superficielle de la plupart des villes américaines révélera. Se débarrasser de l'ensemble des coûts sociaux, matériels et énergétiques de l'espace urbain, suburbain et péri-urbain tel qu'il existe actuellement constituera déjà un pas de géant vers la dé-marchandisation totale de la vie humaine. Ou comme Marx l'affirmait il y a 150 ans :

« ...Quand l'étroite forme bourgeoise a été balayée, qu'est-ce que la richesse, sinon l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des pouvoirs productifs, etc. des individus, produits dans l'échange universel ? Qu'est-ce, sinon le plein développement du contrôle humain sur les forces de la nature – autant celles de sa

propre nature que celles de ce qu'on appelle « nature »? Qu'est-ce, sinon l'élaboration absolue de ses dispositions créatives, sans aucune autre condition préalable que l'évolution historique antécédente qui fait de la totalité de cette évolution – c'est-à-dire l'évolution de toutes les puissances humaines en tant que telles, non mesurées par un quelconque critère déjà établi – une fin en soi ? Qu'est-ce que cela, si ce n'est une situation où l'homme ne se produit pas lui-même sous une forme déterminée, mais produit sa totalité ? Où il ne cherche pas à demeurer quelque chose formé par le passé, mais est dans le mouvement absolu du devenir ? » (*Les formations économiques pré-capitalistes*).

NOTES

[1] Je suis redevable envers John Marot, Henri Simon, James D. White et Hillel Ticktin, à qui se joignent des amis qui ont lu divers brouillons, pour leur aide à la réalisation de cet article.

[2] Les conférences sur la Russie et sur l'Allemagne sont consultables sur le site Break Their Haughty Power <http://home.earthlink.net/~lrgoldner>; les conférences sur la Chine et sur l'Espagne sont tirées des contenus de récents articles sur le maoïsme et l'Espagne publiés sur le même site.

[3] Dans ses mémoires, *My Life as a Rebel*.

[4] La plupart des marxistes occidentaux ont perdu de vue le fait que Marx, Plekhanov, Lénine, Trotsky, Luxembourg et plus tard Razianov ont tous discuté, à différents moments, du caractère « asiatique » ou « semi-asiatique » de l'État tsariste. Voir le pamphlet écrit par Marx en 1856, « Histoire de la diplomatie secrète du 18^{ème} siècle ».

[5] Les vieux mythes ont la vie longue. Les investisseurs britanniques qui visitèrent ces usines avant 1914 les trouvèrent effectivement énormes, avec des milliers d'ouvriers, mais furent également choqués par les produits de mauvaise qualité et par l'absence de techniques, telles que le processus de Bessemer dans la fabrication de l'acier, qui était utilisé en Grande-Bretagne depuis les années 1860.

[6] Staline n'a même pas fait une brève apparition, ni en 1918 dans le classique de John Reed, ni dans le film documentaire de Max Eastman, *Du Tsar à Lénine*, élaboré au début des années 1920 mais paru seulement en 1937, alors qu'il était boycotté dans le monde entier par des foules idolâtres de Staline (DVD disponible sur ce site : <http://wsws.org>). Mais déjà en novembre 1917, il était l'une des deux personnes – l'autre étant Trotsky – autorisée à entrer dans le bureau de Lénine sans rendez-vous.

[7] Voir mon article consacré à Eastman sur : <http://home.earthlink.net/~lrgoldner/eastman.html>

[8] Lire Kevin Anderson, *Marx at the Margins* (2010), et, avant lui, le travail de Lawrence Krader sur *Le mode de production asiatique* (1972) et son édition des *Ethnological Notebooks* (1975) de Marx.

[9] Voir Mike Davis, *Planet of Slums* (2006)

[10] p. 325 de l'édition Penguin, 1973.

[11] La première traduction du Volume 1 du *Capital* dans une langue étrangère parut en Russie en 1872.

[12] De 1878 à 1881, une tendance du groupe Zemla I Volya (Terre et Liberté) mena une campagne de terreur qui, pratiquement, paralysa le gouvernement tsariste pour culminer avec l'assassinat du Tsar Alexandre II en 1881. Marx soutint ce groupe pour avoir lancé ce qui semblait être la seule forme de lutte possible dans des conditions de répression extrême. Par ce fait, il tenait en respect les marxistes russes autodidactes qui allaient écrire des traités savants dans la sécurité de l'exil suisse. Marx, contrairement à ses partisans, n'a jamais considéré comme un problème d'être un marxiste orthodoxe.

[13] Voir James D. White, *Karl Marx and the Origins of Dialectical Materialism* (1994), p. 281.

[14] A nouveau, voir Kevin Anderson op. cit. (2010)

[15] Voir Teodor Shanin, *The Late Marx and the Russian Road* (1981) et James D. White, op. cit. Ch. 5.

[16] Les slavophiles anti Lumières idéalisèrent la commune comme expression éternelle de l'âme slave ; Herzen était conscient qu'une telle commune avait déjà existé dans la presque totalité de l'Europe, mais il pensait qu'elle pouvait prendre part à une révolution russe ; les occidentalistes eurent tendance à mépriser son importance en la qualifiant de « contrainte judiciaire » et attendirent avec impatience sa disparition rapide sous l'avancée du capitalisme. Cherneshevski, qui avait rédigé des travaux sociologiques précurseurs sur la société russe, n'idéalisait pas la commune, qu'il connaissait de par l'expérience de son enfance durant laquelle il grandit dans une ville de province ; mais anticipait les dernières positions de Marx, selon lesquelles la commune pouvait, dans un bouleversement révolutionnaire, « apporter les bases à un développement économique non capitaliste. » Voir Esther Kingston-Mann, *Lenin and the Problem of Marxist Peasant Revolution* (1985) pp. 23-24.

[17] « Si la Révolution russe devient le signal pour une révolution prolétarienne en Occident, de sorte que l'une vienne compléter l'autre, la propriété commune russe actuelle peut servir de point de départ à un développement communiste. »

[18] Il se replongeait également dans des souvenirs personnels d'une commune allemande semblable située près de Treves, son lieu de naissance, qui n'avait disparu qu'une génération avant sa naissance, tout comme sa « négation déterminée : des éléments du romantisme allemand. Voir James D. White, op. cit. pp. 205-2016, concernant la lettre de Marx à Engels de mars 1854, dans laquelle il écrit au sujet de la résistance de la forme communale en Allemagne et ailleurs, précédant de Presque deux décennies.

[19] James D. White, op. cit.; Amadeo Bordiga. *Russie et révolution dans la théorie marxiste* (1975).

- [20] Plekhanov refusa d'affronter les questions soulevées par la correspondance de Marx avec Daniel'son, Mikhailovski, et Zasulich. « Dans les premiers écrits, il avait parlé des commentaires favorables de Marx sur la commune, mais dans *Our Differences* (1885) il ne le fit plus. » See Kingston-Mann, op. cit. p. 33.
- [21] Ceci incluait Vera Zasulich, qui plus tard travailla avec Gyorgi Plekhanov en Suisse.
- [22] Voir Jacques Baynac, *Les Socialistes-Revolutionnaires* (1979) vol. 1.
- [23] Chiffres clés de la commission d'enquête du Tsar.
- [24] F. Venturi. *Roots of Revolution*. (1960 English trans.) p. 70.
- [25] « La révolution bolchevique avait brisé l'ancienne hypothèse marxiste selon laquelle l'industrialisation était la tâche exclusive du capitalisme. » (dans Stephen F. Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution* (1973), p. 170). Ou, comme Amadeo Bordiga l'affirma plus succinctement et précisément dans les années 1950, en répondant à la propagande stalinienne : « Il est tout à fait exact que les fondations du socialisme sont actuellement mises en place en Union soviétique », ce qui était exactement la raison pour laquelle il considérait l'Union soviétique comme une société capitaliste.
- [26] Voir Robert Brady, *The Rationalization Movement in German Industry* (1933) et Fritz Sternberg's, *Der Untergang des deutschen Kapitalismus* (1933). A la fois en Allemagne et aux États-Unis, dans les années 1920, le chômage chronique resta à 8%, voire à un chiffre supérieur durant les brèves années de boom avant 1929, un niveau inédit comparé aux standards d'avant 1914. Pour obtenir des éléments sur le lien similaire entre rationalisation et chômage structurel aux États-Unis, cf. Irving Bernstein, *History of the American Worker*: vol. 1. *The Lean Years 1920-1933*. (1960)
- [27] L'argentin Raul Prebisch, fondateur de la stratégie de développement de « substitution aux importations » des années 1950 et 1960, et à peine marxiste, a étudié les différences entre l'Argentine, un important exportateur de céréales et de bœuf dans les années 1880, et des exportateurs similaires comme l'Australie et le Canada, concluant que l'Argentine, contrairement aux pays du Commonwealth britannique, a été entravée par l'héritage pré-capitaliste du colonialisme espagnol dans la persistance du latifundia, au 20^e siècle. Cf. E. Dosman, *The Life and Times of Raul Prebisch, 1901-1986* (2008), p. 49.
- [28] Voir mes articles "The Non-Formation of a Working Class Party in the U.S., 1900-1945" et "Communism is the Material Human Community: Amadeo Bordiga Today" sur <http://home.earthlink.net/~lrgoldner>
- [29] Lars Lih, *Lenin Rediscovered* (2006). « Social-démocrate erfurtien » sont les termes que Lih emploie pour désigner tout disciple de Karl Kautsky et de la social-démocratie allemande (le SPD) d'avant 1914, dont Lénine était sûrement. Il est curieux que Lih ne fasse que peu de cas de la critique du programme d'Erfurt par Engels, qui résulta du congrès du SPD de 1891 dans cette ville.
- [30] Un classique sur l'intégration du SPD au capitalisme allemand : Dieter Groh, *Negative Integration und revolutionärer Attentismus* (1973), et un livre écrit plus tôt par Carl Schorske, *German Social Democracy, 1905-1917* (1954)
- [31] Le « ratio d'interrelations financières » mesure le total des actifs dans l'industrie par rapport au total des actifs dans la finance et l'immobilier.
- [32] La plus-value absolue, pour Marx, est obtenue par l'allongement de la journée de travail au-delà du temps de reproduction pour le travail employé ; la plus-value relative par l'intensification technique du procès de travail, autrement dit par l'augmentation de la productivité du travail.
- [33] La glorification du travail, commune aux idéologies fasciste, stalinienne et du front populaire / New Deal dans les années 1930, était le fil conducteur idéologique qui a mobilisé la classe ouvrière pour la nouvelle phase d'accumulation dans l'entre-deux-guerres. Ce phénomène peu étudié, exprimé dans le dopolavoro italien, les campagnes nazies "Kraft durch Freude" et dans l'art réaliste social de l'école stalinienne, ou dans celui généré par le New Deal américain, était la forme condensée de consommation de masse qui, après 1945, a atteint sa forme diffuse dans l'idéologie du consommateur de masse de la « société d'abondance » (Debord).
- [34] Voir le chapitre que Marx consacre à l'"accumulation primitive" dans le volume I du *Capital* et les méthodes draconiennes utilisées par les Tudors pour massivement arracher les paysans à leur terre et les entasser dans la force de travail salariée, la misère et les maisons de correction.
- [35] Voir Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State* (1974). L'Espagne des Bourbon, le Portugal des Pombal furent autant d'absolutismes, qui eurent une forme régionale (Piémont, Naples) dans ce qui deviendrait l'Italie, dans des pays qui, plus tard, virent se développer des partis communistes d'envergure. Chacun d'entre eux furent, de différentes manières, impliqués dans la capitalisation de l'agriculture. Voir, à nouveau, mon article sur l'absence de formation d'un parti de la classe ouvrière aux États-Unis.
- [36] En Grande-Bretagne et en Allemagne, la classe ouvrière industrielle culmina à environ 40% de l'ensemble de la force de travail totale durant la période d'avant 1914.
- [37] Voir Alexander Erlich, *The Soviet Industrialization Debate* (1960); voir aussi John Marot, *The Russian Revolution in Retrospect and Prospect* (2012). Comme cela est généralement admis, trois factions se sont confrontées dans ces débats : les partisans d'une industrialisation rapide, qui se situaient dans la gauche Trotskyste, la droite boukhariniste, qui défendait un « socialisme au rythme de l'escargot », et le courant le plus dangereux de tous, qui était le « centre » stalinien « indécis ». La victoire du « centre » stalinien ruina pour un temps le communisme sur le plan international, alors que Boukharine avait affirmé justement au cours des débats, que la mise en place du programme de gauche requerrait une énorme bureaucratie et que le coût social de régulation serait bien plus élevé que le potentiel inconvénient d'une stratification de la paysannerie par le marché (voir ci-dessous). L'ensemble de la gauche, excepté Trotsky, voyant chez Boukharine la menace d'une « restauration capitaliste », capitulèrent devant Staline, sur une base productiviste. Se reporter à l'analyse de la Gauche Communiste Italienne au 50^{ème} Anniversaire de la Révolution bolchevique, *Bilan d'une révolution (Programme Communiste, 1967-1968)*, qui dresse un portrait en forme de rectification équilibrée de Boukharine,

le présentant comme un « communiste qui avait raison » contre le bien plus dangereux Staline. Voir aussi Marot, (op. cit. Ch. 2) pour accéder à un bilan dévastateur sur la manière dont la « gauche » Trotskyste a adhéré aux collectivisations de Staline. Les trotskystes ne se sont toujours pas départis aujourd'hui du point aveugle par lequel ils voient Staline comme un « centre » et Boukharine à la fois comme la « droite » et le bras armé d'une restauration capitaliste qui, si elle avait eu lieu, aurait été pire pour le socialisme mondial que ce qui a réellement eu lieu.

[38] Traduit en anglais qu'en 1988, ce qui est incroyable.

[39] Par exemple, Marx a étudié de manière approfondie les innovations en matière d'engrais du chimiste Liebig, et leur impact sur les rendements élevés des cultures en Grande-Bretagne et en Allemagne.

[40] Tomas de Torquemada fut une figure majeure de l'inquisition espagnole au 15^e siècle.

[41] Je suis redevable, pour le paragraphe précédant, à la préface de Shanin/Alavi à la traduction anglaise de 1988 de *The Agrarian Question*, vol. I, pp. xiii-xxxiii. D'autres écrits de Shanin portent sur la vision de Kautsky, qui, appliquée à la Russie, envisageait une « révolution contradictoire » ne pouvant qu'être bourgeoise. Pourtant celle-ci interviendrait à une période ou dans tout le reste de l'Europe seule la révolution socialiste est possible. » Teodor Shanin, *Russia, 1905-1907*, vol. 2, p. 187. Après 1905, Kautsky espérait réellement que l'élan révolutionnaire des marxistes russes rajeunirait la Deuxième Internationale. (ibid. p. 253)

[42] Marx appelait les terroristes russes de la fin des années 1870, « le détachement de tête du mouvement révolutionnaire en Europe ».

[43] 300 000 paysans périrent dans la famine ; de 1889 à 1917, une année sur deux était de famine. Voir Kingston-Mann, op. cit. pp. 33-34.

[44] Nicolai Chernyshevsky (1828-1889) fut un écrivain populiste qui se fit connaître dans les années 1850 par quelques-unes des premières études sociologiques de la société russe. En 1862 il fut exilé pour le reste de sa vie en Sibérie.

[45] Nicolai Dobrolybov (1836-1861) était un activiste radical et une figure littéraire des années 1850. Comme Chernyshevsky, il écrivait pour le plus important journal d'opposition de l'époque, *The Contemporary*.

[46] Voir par exemple le compte-rendu de Valentinov, *Encounters with Lenin*, (1968) pp. 63-68.

[47] Claudio Sergio Ingerflom, *Le citoyen impossible: Les racines russes du leninisme* (1988). Cherneshevski avait développé en particulier la notion d' « aziatstvo », le poids « semi- asiatique » écrasant de l'État tsariste qui atomisait la population russe entière et rendait impossible toute révolte populaire cohérente, toute conscience de classe « pour soi ». Selon Lénine, la classe ouvrière qui commença à se former et à se rebeller après 1870 était la première force à se composer « en dehors » de cette atomisation, une opinion que les grèves de 1896 et celles qui suivirent confirmeront. Selon Ingerflom, Lénine, avec son propre *Que faire ?*, retourne à ses sources chernyshevkiennes en attaquant la focalisation étroite sur le point de production défendu par les économistes, appelant les révolutionnaires, comme le prototype littéraire Rachmetov, à aller dans toutes les classes de la société russe pour dénoncer toutes les oppressions, et ainsi se constituer eux-mêmes comme une « tribune du peuple ».

[48] Le projet de programme pour le parti que Lénine élaborait en 1899 ne traitait pas de la masse des paysans des communes, sauf pour affirmer que la plupart d'entre eux était de « vrais » prolétaires. Voir Kingston-Mann, op. cit. p. 48. Teodor Shanin souligne, dans le volume 2 de son livre clé de 1986, *Russia 1905-07*, que la période de formation de la social-démocratie russe, du milieu des années 1880 à 1902, était un nadir de la lutte paysanne (p. 146).

[49] Les dernières années de la décennie 1890, moment où Lénine écrivait son livre, étaient de véritables années de boom de l'industrie russe, sous la direction de Witte. Voir T. von Laue, *Sergei Witte and the Industrialization of Russia* (1963). Witte était devenu ministre des finances en 1892. Il imposa le fardeau fiscal de l'industrialisation russe aux paysans.

[50] Après 1905, Lénine reconnut qu'il avait tort au sujet de cette polarisation (Kingston-Mann, p. 53), mais n'abandonna pas sa vision fondamentale de la direction de développement ; c'était principalement une erreur de timing.

[51] Chantal de Crisenoy, *Lenine face aux moujiks* (1971) , p. 83.

[52] Ibid. p. 99.

[53] Ibid. p. 103.

[54] Ibid. p. 110.

[55] Ibid. pp. 111-112.

[56] In vol. 2 of the *Complete Works*.

[57] Crisenoy, p. 115.

[58] Trotsky affirmait : « Lors de la révolution qui approche, nous devons nous allier avec les paysans. » (cité dans Lénine 1904 *Un pas en avant, deux pas en arrière*)

[59] Le projet de programme pour le parti que Lénine élaborait en 1899 ne traitait pas de la masse des paysans des communes, sauf pour affirmer que la plupart d'entre eux était de « vrais » prolétaires. Voir Kingston-Mann, op. cit. p. 48.

[60] Crisenoy, p. 155-156. Juste avant cette flambée, Lénine avait écrit : « Nous ferons un dernier effort (avec le programme) pour remuer les restes de l'hostilité de la classe paysanne à l'égard des seigneurs féodaux. » A peine avait-il rédigé ces lignes que les paysans [dans différentes régions -LG] détruisirent 100 propriétés, s'emparèrent des biens des grands propriétaires terriens, pénétrèrent dans les granges pour distribuer la nourriture à ceux qui avaient faim. [...] Pour la première fois, ils montrèrent de l'hostilité au Tsar, se confrontant aux cosaques avec des haches et des fourches [...] ».

[61] L'émancipation des serfs de 1861 était un ensemble de transformation qui accablait ces mêmes serfs devenus libres de décennies de dette en contrepartie des terres qui leur avaient été accordées.

[62] Ibid. p. 159. Lénine continua, dans le cadre de son ouvrage de 1899, à imaginer que le capital avait largement conquis les campagnes, en disant que (en général) « le soutien à la petite propriété est réactionnaire, parce qu'il est destiné à

l'économie du grand capital [...] mais dans le cas présent, nous voulons soutenir la petite propriété non contre le capitalisme, mais contre le servage [...]. » (ibid. p. 160)

[63] Kingston-Mann p. 65. Dans la commune « répartitive », les terres étaient périodiquement redistribuées selon la taille des familles des paysans.

[64] Ibid. p. 70.

[65] Le programme agraire de Lénine, cite dans Crisenoy, op. cit. p. 166. Comme elle le commente (p. 167) : « Lénine reste proche des positions orthodoxes de la Deuxième Internationale et du refus d'une quelconque alliance entre les ouvriers et les paysans. »

[66] Dans l'intérêt de conserver le thème principal de ce texte, les paysans russes et le mir, je ne me lancerai pas dans un bilan détaillé de la révolution de 1905, qui, n'étant provoquée par aucun parti politique, donna lieu à l'invention des « soviets » par la praxis de la classe ouvrière. Pour un aperçu de l'ensemble de la question, lire 1905 de Trotsky (original 1907-1908, English trans. 1971).

[67] Ibid. p. 98.

[68] Teodor Shanin, *Russia, 1905-07. Revolution as a Moment of Truth*. Vol. 2. 1986. p. 84. Une grande partie de l'exposé qui suit à propos de la campagne en 1905-07 se base sur les travaux de Shanin, Kingston-Mann and Crisenoy.

[69] Shanin, op. cit. pp. 85-87.

[70] Ibid. p. 88.

[71] Ibid. p. 89. Crisenoy rapporte que (pp. 171-172) « Sur les 7000 actions recensées par l'Okhrana entre 1905 et 1907, 5000 sont dirigées contre les propriétés terriennes. » En avril 1905, Lénine envisageait le transfert de toute la terre aux paysans pour donner au capitalisme agraire une « base plus large » et dans le but accélérer la transition vers une agriculture de « type américain ». Mais il continuait de considérer les grands propriétaires terriens comme des capitalistes et refusait de prendre clairement position en faveur de la propriété paysanne. D'un autre côté, il était assez lucide pour admettre l'insuffisance du programme agraire. (ibid.)

[72] « Les distinctions complexes auxquelles procédait Lénine entre les ouvriers agricoles, les semi-prolétaires, les paysans moyens, les pauvres ruraux, demeuraient difficilement compréhensibles même pour ses plus loyaux partisans ». (Kingston-Mann, p. 167)

[73] Kingston-Mann, op. cit. p. 79. La conférence menchevique de mai 1905 critiqua l'idée de Lénine d'une conduite d'un gouvernement bourgeois par les sociaux-démocrates. Plekhanov et ses alliés, se situant encore eux-mêmes dans un schéma kautskien classique, critiquaient l'activisme paysan, arguant qu'il ne pourrait que fragmenter les entreprises capitalistes à grande échelle. (Ibid. p. 82).

[74] « La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire », mars 1905, Vol. VIII des Œuvres Complètes de Lénine.

[75] « Plan général des résolutions du 3^e Congrès », février 1905, Œuvres Complètes, Vol. VIII.

[76] Crisenoy, p. 174.

[77] Ibid. p. 175.

[78] Ibid. p. 176. Plus tard, en novembre 1905, les paysans liquidèrent les fonctionnaires tsaristes et élirent leurs propres « aînés » (les plus âgés). Beaucoup attaquèrent directement l'ensemble du système, l'État et ses représentants : la police, l'armée et les fonctionnaires civils. La police signala 1041 actions de ce genre entre 1905 et 1907. Des milliers de manoirs furent brûlés et dans plusieurs provinces, toutes les propriétés furent détruites. Il y avait des milices paysannes en Ukraine, en Lituanie, en Géorgie et dans la région de la Volga. Le mir conservait toute son influence.

[79] Shanin, op. cit. p. 126.

[80] Crisenoy, p. 179.

[81] Ibid. p. 180.

[82] « Une révolution de type 1789 ou 1848 ? », mars-avril 1905, Vol. VIII des Œuvres Complètes de Lénine, cité par Crisenoy, pp. 180-181.

[83] Shanin, op. cit. p. 92.

[84] Ibid. p. 93. The Black Earth belt was the term for the most fertile lands.

[85] Ibid. pp. 93-95. L'émancipation originale des serfs de 1861 prévoyait des décennies de remboursements à l'État pour la terre redistribuée.

[86] Kingston-Mann, op. cit. p. 100. Trotsky, qui était le seul marxiste russe d'accord avec Lénine quant à l'importance d'une alliance avec la paysannerie en 1903, adopta une position différente après 1905-07, en attaquant la « dictature démocratique des ouvriers et paysans » de Lénine et en affirmant que les paysans ne pouvaient pas jouer un rôle politique indépendant ou constituer un parti de leur propre chef. Voir Shanin (op. Cit. P. 257). Trotsky estimait que les paysans avaient eu peu d'importance politique en 1905, un peu plus en 1906, mais que leur rôle dans l'ensemble était mince. Il ne songea pas à considérer le vote massif de 1906 en faveur des socialistes révolutionnaires à Saint-Pétersbourg. D'après Shanin, « l'anti-populisme sévère de Trotsky et son anti paysannisme le positionnent aux côtés des plus conservateurs des mencheviks. » ibid. p. 258.

[87] Le régime tsariste répondit aux soulèvements de masse en concédant une série de quatre doumas élues, ou des législatures, chacune dissoute et réunie de nouveau avec moins de pouvoirs que la précédente.

[88] Kingston-Mann, op. cit. p. 92. Crisenoy, op. cit. p. 192.

[89] Ibid. p. 93.

[90] Ibid. p. 95.

[91] Shanin op. cit. p. 100.

[92] Ibid. p. 101.

[93] Ibid. p. 109.

[94] Ibid. p. 131.

[95] Ibid. p. 133.

[96] Comme l'affirme Shanin (pp. 152-168), après 1905, l'orientation de Lénine changea en pratique mais ne changea que peu au plan théorique. Il ne mit pas à jour *Le Développement du Capitalisme en Russie*, sur lequel son programme agricole initial était basé. Shanin crédite le rapport « sur place » de Lénine en 1905-07 et « le courage avec lequel il défendit de nouvelles tactiques peu orthodoxes contre ses propres camarades ». Mais il souligne également que « 70 ans de recherche ne donnèrent pas un seul nom d'un bolchevik qui fut chef paysan en 1905-07 ». « Au pic de la plus grande révolte paysanne de la Russie depuis des siècles, le nombre de paysans parmi les cadres bolcheviks était proche de zéro, de même que le nombre des bolcheviks élus à la 2^e Douma par le « collège électoral » de la paysannerie. D'autre part, les ouvriers et les paysans, apprirent les uns des autres de leurs luttes respectives. L'Union paysanne russe rejeta une délégation des travailleurs sociaux-démocrates en disant: « Nous venons de nous débarrasser des enseignants et des superviseurs autoproclamés ». Le Congrès adopta ensuite une résolution de solidarité avec « nos frères ouvriers en lutte ». La participation des paysans aux partis politiques fut remarquable par son absence. L'utopie des SR, formulée comme la « socialisation de toutes les terres », fut attaquée comme naïve par les sociaux-démocrates mais fut adoptée en partie ou en totalité au 4^e Congrès du RSDLP [...] Quand Lénine déclara que la Russie n'était pas encore capitaliste, il resta à l'intérieur de la structure théorique antérieure pour simplement « remonter les aiguilles du temps ». [97] Ibid. p. 146. Au 4^e Congrès du parti, Plekhanov déclara : « Lénine regarde la nationalisation de la terre avec l'œil d'un SR. Il commence même à adopter leur terminologie, c'est-à-dire à parler de la créativité populaire ... C'est un plaisir de rencontrer d'anciennes connaissances, mais il est désagréable de voir comment les sociaux-démocrates adoptent des points de vue populistes. » Ibid. p. 149.

[98] Ibid. p. 150. Lénine était fasciné par deux modèles étrangers de développement agricole, la « révolution prussienne par le haut » sous Bismarck et ses successeurs, et la politique américaine de mise à libre disposition des terres aux agriculteurs pour développer l'Ouest.

[99] Ibid. p. 142.

[100] En 1906, il y avait des ventes massives de terres par des gens terrifiés par l'insurrection à la campagne. Les ventes aux paysans furent facilitées par la Banque de la Terre Paysanne. D. Atkinson. *The End of the Russian Land Commune 1905-1930* (1983), p. 68.

[101] Ibid. pp. 197-198.

[102] Selon Shanin, on se souvenait de Stolypine comme le « dernier grand défenseur de l'autocratie ». Stolypine fut vaincu par le lobby conservateur russe. Il avait été considéré comme le « second Bismarck » de la Russie. (le premier ayant été Witte -LG) Shanin, op. cit. p. 236

[103] Kingston-Mann, op. cit. p. 102. La Vendée était une région de l'Ouest de la France dont les paysans s'étaient joints aux forces contre-révolutionnaires contre les Jacobins en 1792.

[104] Crisenoy, op. cit. pp. 194-196.

[105] Ibid. p. 103.

[106] Ibid. p. 104. Les Junkers étaient des propriétaires fonciers pré-capitalistes en Prusse orientale qui se réinventèrent en tant que capitalistes tout en préservant les relations sociales quasi féodales sur leurs domaines. Pour un portrait, voir Alexander Gershenkron, *Bread and Democracy* (1943). Lénine estimait que les agriculteurs américains dans l'ouest prospéraient parce que la terre appartenait à l'État, ce qui ne créait pas de dépenses superflues pour le loyer ou l'acquisition. [107] Crisenoy, op. cit. p. 105.

[108] Ibid.

[109] Ibid. pp. 106-107.

[110] Ibid. pp. 107-110.

[111] Les études les plus récentes, selon Kingston-Mann, ont mis l'accent sur le caractère éphémère de l'impact de la réforme. En 1915, les deux tiers des « nouveaux propriétaires » labouaient toujours sur des surfaces dispersées entremêlées de terres communales. (Ibid. p. 123).

[112] En 1913, l'agriculture représentait 43% du revenu national de la Russie et les exportations de céréales soutenaient la balance des paiements de la Russie. En comparaison, en 1914, 60% de la population française était encore rurale, mais le revenu national par habitant était quatre fois plus élevé qu'en Russie. En 1914, la population rurale était 37% plus élevée qu'en 1897. Atkinson, op. Cit. Pp. 102-104.

[113] Crisenoy explique donc ce « faible résultat ». (Crisenoy op. cit. pp. 229-230)

[114] Atkinson, op. Cit. P. 81, parvient à une estimation différente : en 1916, 16 millions de dessiatins (1 dessiatin = 2,3 acres) furent individualisés. Cela représentait 14% des 115 millions de dessiatins de terres dans les communes en 1905. Les paysans en 1915 possédaient 35% des 97 millions de dessiatins de terres privées. Mais la propriété collective des terres augmenta pendant cette période.

[115] L'article de Lénine, "Faits nouveaux", du vol. XXII de son œuvre, cite dans Crisenoy op. cit. p. 248. Selon elle, Lénine et Stolypin partageaient le même rêve de transformer le paysan russe en paysan européen (p. 249). « Lénine, comme Stolypin, est un fervent partisan de la disparition de la commune rurale. »(p. 251). Il reste convaincu des sentiments anti-commune du paysan, tel qu'il l'expose dans son article « Nos détracteurs » dans Vol. XVII, janvier-février 1911.

[116] Ibid. p. 253.

[117] Kingston-Mann, op. cit. p. 141.

[118] Ibid. pp. 142-143.

[119] Lénine était au courant de cela. Quelques mois plus tard, avant la Révolution d'Octobre, il reconnaissait que « ce que [les paysans] veulent c'est de conserver leur petite propriété, préserver des normes égalitaires et les renouveler périodiquement. » (« Pages du journal d'un publiciste » Sept 1917, Vol. XXV) Cité par Crisenoy, p. 273. Mais le réalisme de Lénine le conduisit à reconnaître l'attachement des paysans à la commune, et leur désir de la voir élargie.

[120] Ibid. p. 157.

[121] Ibid. p. 162.

[122] Atkinson op. cit. p. 174.

[123] Ibid. p. 176.

[124] Ibid. p. 185.

[125] Ibid. p. 173, 179, 183.

[126] Ibid. p. 185.

[127] Ibid. pp. 193-194.

[128] Crisenoy, pp. 277-279; la citation de Lénine est extraite de « Sur l'infantilisme de gauche et les idées petite-bourgeoises » dans *Œuvres Complètes*, vol. XXVII, cité par Crisenoy pp. 281-282.

[129] Le traité de Brest Litovsk fut le traité de capitulation soviétique face aux puissances centrales sur le front de l'est, signé fin février 1918. Selon ses termes, la Russie céda 34% de sa population, 32% de ses terres agricoles, 54% de son industrie et 89% de ses mines de charbon. Le parti bolchevik décida d'approuver le traité à la suite d'une série de réunions tumultueuses, dans lesquelles une majorité le rejeta initialement. Pour la petite histoire, voir (parmi beaucoup d'autres comptes-rendus), I. Deutscher, *The Prophet Armed. Trotsky 1879-1921* (1980 éd.) P. 359-394. Du point de vue de Lénine, c'était un pari réussi qui paya des mois plus tard lorsque les puissances centrales s'effondrèrent, annulant le traité. Pour ceux qui s'y sont opposés, Brest-Litovsk a été une première étape par laquelle l'Union soviétique a placé les intérêts nationaux avant la révolution internationale. Pour une analyse du traité dans cette perspective, voir Guy Sabatier <http://libcom.org/book/export/html/45641>

[130] Charles Bettelheim, qui n'est pas une source que j'aime citer, raconte l'histoire du groupe autour d'Oustrialov, ex-cadet en exil à Paris, connu sous le nom de Smenovekhovtsy, du nom de leur journal, qui signifie « nouvelle orientation ». Ce groupe appela tous les intellectuels bourgeois restant en Russie à se rallier au régime qui, à leur avis, entraînait dans la période de Thermidor. Bukharine a produit une analyse de ces « amis » d'un type très spécial, qui espéraient que, sous la couverture du « monopole de la connaissance », le pouvoir bourgeois pourrait être restauré en Russie soviétique. Ils croyaient que la Révolution d'Octobre avait accompli une tâche historique indispensable, dont une nouvelle bourgeoisie pourrait profiter. La révolution avait mobilisé « les adversaires les plus courageux et impitoyables du régime tsariste en voie de pourrissement, écrasant les couches corrompues de l'intelligentsia qui ne savaient comment parler de Dieu et du diable [...] ont ouvert la voie à la création d'une nouvelle bourgeoisie ». À. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS*, vol. L (1973), p. 263. (Le livre de Bettelheim, malgré des idées de ce genre, est vicié par ses nombreux penchants en faveur de la Chine de Mao, qui en 1973 était au sommet de son prestige à Paris).

[131] Crisenoy, op. cit. p. 332.

[132] Lire Simon Pirani, *The Russian Revolution in Retreat, 1920-1924*. Disponible sur Libcom: <http://libcom.org/history/russian-revolution-retreat-1920-24-soviet-workers-new-communist-elite-simon-pirani>

[133] Marot, op. cit. p. 11.

[134] Ibid. p. 35.

[135] Voir mon article "Socialism in One Country before Stalin: The Case of Turkey, 1917-1925" at <http://home.earthlink.net/~lrgoldner/turkey.html>

[136] Lénine, dans « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », cité par Marcel van der Linden dans *Western Marxism and the Soviet Union* (2009 éd.), P. 16. Trotsky lui-même développe plus loin ce sujet dans la Révolution Permanente, Ch. 5: « Le mot d'ordre bolchevique [de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » - LG] s'est réalisé effectivement, non comme une illusion sémantique, mais comme la plus grande réalité historique. Mais il s'est accompli après le mois d'octobre, et pas avant. La guerre paysanne, pour se servir d'une expression de Marx, a soutenu la dictature du prolétariat. Grâce à Octobre, la collaboration des deux classes fut obtenue sur une gigantesque échelle. Chaque paysan ignorant a senti et compris alors, même sans les commentaires de Lénine, que le mot d'ordre bolchevique s'incarnait dans la vie. Et Lénine lui-même a considéré cette révolution, la révolution d'Octobre, dans sa première étape, comme la véritable révolution démocratique et, par conséquent, comme la véritable incarnation, bien que modifiée, du mot d'ordre stratégique du bolchevisme » : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revperm/rp06.html>

[137] En raison du poids si important de Trotsky dans les courants antistaliniens de gauche en Occident, il faut à ce stade signaler ses différences avec les formulations de Lénine de 1917-1918. L'analyse de Trotsky du stalinisme a également fixé le cadre de pensée de nombreux futurs révolutionnaires qui rompirent ensuite avec lui pour déclarer que la Russie était une société de classe (sous la formule habituelle « capitalisme d'État »), comme CLR James, Castoriadis, Shachtman ou Dunayevskaya. L'analyse de Trotsky de la révolution à l'époque de la NEP découle de la théorie de la « révolution permanente » qu'il développa avec Parvus au moment de la révolution de 1905. Dans cette optique, la faiblesse de la bourgeoisie dans un pays arriéré comme la Russie a offert la possibilité pour la classe ouvrière de mener une révolution qui, en conjonction avec une révolution prolétarienne en Occident, ferait s'effondrer « l'étape bourgeoise » en une révolution prolétarienne internationale.

[138] Un bon exemple, typique d'une analyse du phénomène soviétique par le prisme du capitalisme d'État, qui rompt avec celle de Trotsky, mais qui émerge directement de son cadre de pensée, est l'ouvrage de Walter Däum 1990 *The Life and*

Death of Stalinism. Bien que supérieur, au point de vue général, à la plupart des autres travaux chez les partisans de la théorie du capitalisme d'État, le livre de Daum ne mentionne jamais le mir, et il discute de la paysannerie, comme la plupart des autres œuvres du genre, seulement en la considérant comme une composante de la toile de fond de la lutte des factions des années 1920.

[139] Marot, op. cit. p. 94.

[140] Ibid. p. 95.

[141] Pour un exposé exhaustif, lire Moshe Lewin, *Lenin's Last Struggle* (1968).

[142] En prenant cette voie, je m'éloigne de certaines attitudes actuelles dans le milieu libertaire ou de gauche communiste, où je me situe généralement. Tout d'abord, je rejette la vision banale que l'on trouve chez les anarchistes, qui ne voient rien de problématique à expliquer dans l'émergence de la Russie stalinienne. Bakounine n'a-t-il déjà prédit, dans la lutte qu'il mena contre Marx dans les années 1860, qu'une révolution marxiste conduirait à la domination autoritaire d'une élite intellectuelle centralisatrice? Je ne crois pas, en outre, qu'il existe une ligne droite, voire une quelconque trajectoire, tracée entre la brochure de Lénine de 1902 intitulée *Que faire ?* et la Russie de Staline, d'autant plus que Lénine a admis après 1905 qu'il avait eu tort. Une telle approche « téléologique » ne tient pas compte d'une analyse rapprochée, mois par mois, des développements des années 1890 à 1920. Je ne peux pas comprendre l'état d'esprit d'un milieu dans lequel il a longtemps été à la mode de se référer à C.L.R. James, ou plus récemment, dans certains cercles, à Amadeo Bordiga, alors qu'il était nettement démodé de se référer à Lénine, que James et Bordiga admiraient beaucoup.

[143] *Que faire?*, en bref, est tout autant une polémique anti-ouvriériste, anti-point de vue de la production (anti-économiste dans la langue actuelle) que mène Lénine – arguant, contre toute focalisation étroite sur les luttes ouvrières, que les révolutionnaires doivent porter leurs dénonciations de l'oppression dans toutes les classes de la société et être « la tribune du peuple » – qu'une manière d'utiliser la notion Kautskienne de « la conscience apportée de l'extérieur » et son appel à une organisation de révolutionnaires d'élite étroitement disciplinés. Il ne faut pas oublier que les mencheviks qui, lors de la célèbre conférence « de la scission » de 1903, rejetèrent les critères plus stricts d'adhésion au parti que Lénine exigeait, votèrent ces mêmes critères dans les statuts du parti en 1906. En outre, sous l'impact de 1905, Lénine écrivit que « [...] la classe ouvrière est instinctivement, spontanément social-démocrate [c'est-à-dire révolutionnaire -LG] et plus de 10 ans de travail mis en œuvre par la social-démocratie ont beaucoup contribué à transformer cette spontanéité en conscience » (dans « La réorganisation du parti », Œuvres, vol. 10, page 32, cité dans Daum op. Cit., p. 106.) CLR Dans *Facing Reality* (1974, éd., Pp. 93-94) CLR James écrivit sur le « vieux type d'organisation marxiste » (formule pour désigner le parti d'avant-garde): « Toutes ces croyances ont conduit à la conclusion que l'organisation était le véritable Sujet [...]. Et si l'organisation, en termes philosophiques, était le sujet de l'histoire, le prolétariat devenait l'objet [...]. Cette conception de l'organisation est inhérente aux vues extrêmes que Lénine a exposées dans *Que faire ?*. Il les a répudiées plus tard, mais pas avec la force et la rigueur nécessaires pour les empêcher d'engendrer des méfaits infinis. »

[144] De M. Lewin, *Russian Peasants and Soviet Power: A Study of Collectivization*. (French original 1966, English translation 1968), pp. 85-86.

[145] Cette stratégie est expliquée dans le livre de Preobrazhensky de 1926, *The New Economics*. Marot (op. Cit., P. 39) écrit: «En 1923 et en 1925, les chefs d'usine et les entrepreneurs paysans se redistribuaient les parts du gâteau en jouant le jeu du marché. »

[146] J'ai mis "juste" entre guillemets car personne n'était plus réactionnaire que le leader du «centre», Staline. Je néglige ici les importants débats sur la politique étrangère qui recoupaient des positions factionnelles concernant la politique économique soviétique, en commençant par l'échec de l'insurrection annoncée en 1923 en Allemagne, l'échec de la grève générale britannique de 1926 et surtout l'intervention soviétique désastreuse en Chine de 1925 à 1927, ces deux derniers étant imputables à Staline et Bukharine.

[147] Cité par Stephen F. Cohen dans *Bukharin and the Bolshevik Revolution* (1973), p. 140. Les « *chinovniki* » étaient à l'origine des bureaucrates tsaristes, strictement organisés selon le rang (« *chin* » en russe). Bukharin accusa la gauche de défendre un plan à la « Genghis Khan ».

[148] Pour un exposé complet de la lutte entre les factions, voir Marot op. Cit., Chs. 1-2. Son livre se distingue, parmi les bilans anti-staliniens de gauche, par la description dévastatrice de la façon dont la gauche trotskiste (moins, il faut le dire, Trotsky lui-même), a non seulement capitulé devant le « virage à gauche » de Staline amorcé en 1928, mais y a positivement adhéré.

[149] Extrait de Moshe Lewin, op. cit. p. 377. Smirnov fut exécuté par Staline en 1936. Lire l'hommage de Victor Serge: <http://www.marxists.org/archive/serge/1936/08/smirnov.htm>

[150] Voir Hillel Ticktin "Political Economy of the USSR" in *Critique*, No. 1, 1974, pour une analyse qui saisit bon nombre d'aspects du système soviétique en sa dernière période, à partir desquels Ticktin en prédit la chute, quinze ans avant que celle-ci n'ait lieu.

[151] Rappelons la remarque de Bordiga, tirée d'un autre contexte, « L'enfer du capitalisme est l'entreprise, pas le fait que l'entreprise a un chef. »

[152] L'Accord de libre-échange nord-américain, qui en réalité était un accord pour démanteler au Mexique les derniers obstacles aux importations et à l'investissement sans entraves.

[153] Voir *Insurgent Notes* No. 1, « Le moment historique qui nous a produits » et le programme qui y est élaboré afin de présenter une vision plus approfondie des « premiers cents jours » de la mise en place d'un programme communiste actuel (<http://insurgentnotes.com>).